



igretec^o

RAPPORT FINANCIER

2024

TABLE DES MATIERES

Structure de l'actionnariat au 31 décembre 2024	5
Commentaires des comptes annuels au 31 décembre 2024	9
Secteur 1	9
Secteur 2	12
Secteur 3	15
Secteur 4	17
Comptes regroupés	18
Ratios Banque Nationale	20
Chiffres clés - Analyse sur 5 ans	21
Bilan et Compte de résultats regroupés	22
Annexes	26
Bilan social	37
Règles d'évaluation	38
Autres informations	41
Bilan et Compte de résultats par secteur	42
Secteur 1	42
Secteur 2	46
Secteur 3	50
Secteur 4	54
Rapport du commissaire à l'Assemblée Générale des coopérateurs de l'Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes Techniques et Economiques sc sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2024	58
Informations	63

STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT AU 31 DÉCEMBRE 2024

NOM DES ASSOCIES	NOMBRE ET CATEGORIES DE PARTS SOUSCRITES							
	SECTEUR 1				SECTEUR 2		SECTEUR 3	SECTEUR 4
	A 1	C 1	D	E	A 2	C 2	PF	A 4
I. VILLES ET COMMUNES								
Aiseau-Prezles	19		697.221	1.351.327	1.456		82.396	
Amay	1							
Anderne	1							
Anderlues	24							
Antoing	3							
Assesse	1							
Ath	50							
Bassenge	1							
Beaumont	9			110.397	7			
Beloeil	26							
Berchem-Sainte-Agathe	1							
Bernissart	21							
Binche	69							
Blegny	1							
Boussu	45							
Braine-le-Comte	21							
Brugelette	7							
Brunehaut	7							
Celles	11							
Cerfontaine	1							
Chapelle-lez-Herlaimont	23							
Charleroi	458		3.493.597	4.913.455	48.828		3.083.755	407
Châtelet	73			1.797.267	8.216		454.329	
Chièvres	10							
Chimay	7			110.643	11			
Comines-Warneton	1							
Courcelles	60			1.859.743	4.808		280.188	
Couvin	1							
Dour	1							
Ecaussinnes	5							
Ellezelles	12							
Enghien	12							
Engis	12							
Erquelinnes	21			492.875	11		60.101	
Estaimpuis	20							
Estinnes	16							
Farciennes	26		17.655	97.128	2.812		143.847	
Flémalle	1							
Fléron	1							
Fleurus	41			1.360.735	4.632		144.825	45
Flobecq	7							
Florennes	100							
Fontaine-l'Evêque	33			1.616.598	1.240		193.627	
Fosses-la-Ville	7							
Frameries	43							
Frasnes-lez-Anvaing	9							
Froidchappelle	2			1.697.772	4			
Geer	1							
Gembloux	12							

NOM DES ASSOCIES	NOMBRE ET CATEGORIES DE PARTS SOUSCRITES							
	SECTEUR 1				SECTEUR 2		SECTEUR 3	SECTEUR 4
	A 1	C 1	D	E	A 2	C 2	PF	A 4
I. VILLES ET COMMUNES								
Gerpennes	13			2.329.706	1.068		10.112	
Ham-sur-Heure / Nalinnes	16			2.727.966	1.253		118.425	
Hastière	1							
Hensies	100							
Herstal	73							
Huy	1							
Ittre	1							
Jemeppe-sur-Sambre	1							
Juprelle	1							
Jurbise	16							
La Louvière	144							
Le Roeulx	14							
Les Bons Villers	15			888.686	1.048		1	
Lessines	40							
Leuze-en-Hainaut	17							
Limbourg	1							
Lobbès	11			671.714	6		48.791	
Malmedy	10							
Manage	39							
Marchin	1							
Merbes-le-Château	10				4		23.339	
Mettet	1							
Molenbeek-Saint-Jean	1							
Momignies	11			949.429	6			
Mons	122							
Mont-de-L'Enclus	3							
Montigny-le-Tilleul	15			1.304.743	2.028		76.871	
Morlanwelz	35							
Mouscron	1							
Nivelles	1							
Oupeye	1							
Pecq	7							
Péruwelz	20							
Philippeville	1							
Pont-à-Celles	18			1.551.671	3.032		114.739	
Quaregnon	39							
Quévy	11							
Rebecq	20							
Rixensart	1							
Rumes	6							
Saint-Georges-sur-Meuse	1							
Saint-Ghislain	44							
Saint-Gilles	1							
Sambreville	42		142.853					
Seneffe	21							
Silly	4							
Sivry-Rance	10			1.147.127	5			
Soignies	46							
Sombrefe	1							
Thuin	24			1.813.492	16		70.941	
Tournai	142							
Trooz	1							

NOM DES ASSOCIES	NOMBRE ET CATEGORIES DE PARTS SOUSCRITES							
	SECTEUR 1				SECTEUR 2		SECTEUR 3	SECTEUR 4
	A 1	C 1	D	E	A 2	C 2	PF	A 4
I. VILLES ET COMMUNES								
Tubize	1							
Villers-le-Bouillet	1							
Visé	1							
Walcourt	28							
Wanze	1							
Waterloo	1							
II. AUTRES POUVOIRS PUBLICS								
S.W.D.E		478				200		
ADL Jemeppe-sur-Sambre		1						
ARRIS		1						
ASBL "EU BIOTECH CAMPUS"		1						
ASBL "Les Lacs de l'Eau d'Heure"		1						
ASBL "Technofutur"		1						
Association Intercommunale Génération Thiérarche (SCRL)		1						
AVIQ		1						
Brulabo (Intercommunale)		1						
TBI (ex-I.C.D.I.)		552						
Hôpital IRIS		1						
CENEO		10.908						
C.I.S.C.H		1						
ORES assets						2.400		
Province de Hainaut		48				2.665		
HYGEA		1						
Jardins de Wallonie		1						
La Ruche Chapelloise		1						
Le Logement Bruxellois		1						
Parc des Sports de Charleroi		1						
Port Autonome de Charleroi (PAC)		1						
Protonw.be		1						
RCA Charleroi		1						
RCA Dour		1						
RCA Erquennes		1						
RCA La Louvière		1						
RCA Les Bons Villers		1						
RCA Aiseau		1						
RCA Farciennes		1						
RCA Fleurus		1						
RCA Leuze-en-Hainaut		1						
RCA Mons capitale		1						
RCA Saint-Ghislain		10						
Résidence le Douaire ASBL		1						
SARSI		1						
SOFINPRO		1						
Sambr'Aqua		1						
Société Sambre et Biesme		1						
Sedifin		1						
Société Wallonne Crédit Social		1						
SPGE		1						
Sports et Loisirs Sud Hainaut		1						
SPI		1						
IMIO (intercommunale)		1						
HUMANI (fusion ISPPC et AIHSHNS Centre de Santé des Fagnes)		2						

NOM DES ASSOCIES	NOMBRE ET CATEGORIES DE PARTS SOUSCRITES							
	SECTEUR 1				SECTEUR 2		SECTEUR 3	SECTEUR 4
	A 1	C 1	D	E	A 2	C 2	PF	A 4
II. AUTRES POUVOIRS PUBLICS								
IRSA		10						
CPAS Aiseau-Presles		1						
CPAS Anderlues		1						
CPAS Beaumont		10						
CPAS Binche		1						
CPAS Brugelette		1						
CPAS Chapelle-lez-Herlaimont		1						
CPAS Charleroi		1						
CPAS Châtelet		1						
CPAS Chièvres		1						
CPAS Chimay		1						
CPAS Courcelles		1						
CPAS Dour		1						
CPAS Ecaussinnes		1						
CPAS Erquelinnes		1						
CPAS Fleurus		1						
CPAS Frasnes-lez-Anvaing		1						
CPAS Froidchapelle		1						
CPAS Gerpennes		1						
CPAS La Louvière		1						
CPAS Le Roeulx		1						
CPAS Molenbeek		1						
CPAS Momignies		1						
CPAS Mons		1						
CPAS Quaregnon		1						
CPAS Saint-Gilles		1						
CPAS Sambreville		1						
CPAS Silly		1						
CPAS Sivry-Rance		1						
CPAS Thuin		1						
CPAS Tournai		20						
CPAS Walcourt		1						
Zone de Police Binche-Anderlues-Lermes		2						
Zone de Police Brunau		1						
Zone de Police Aiseau-Chatelet-Farciennes		1						
Zone de Police des Hauts-Pays		1						
Zone de Police 3 Vallées		1						
Zone de Police de Hermeton et Heure		1						
Zone de Police Samsom		1						
Zone de Police du Tournaisis		1						
Zone de Police des Trieux		1						
Zone de secours Hainaut centre		1						
Zone de secours Hainaut est		1						
TOTAUX	2.543	12.117	4.351.327	28.792.473	80.491	5.265	4.906.287	452

COMMENTAIRES DES COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2024

SECTEUR 1

COMPTE DE RÉSULTATS

Le **chiffre d'affaires** passe de 77.717.227 € en 2023 à 70.346.174 € en 2024.

L'activité ordinaire du bureau d'études ainsi que la facturation des prestations aux autres secteurs ont généré un chiffre d'affaires courant de 32.860.263 €, soit une augmentation de 9,3 % par rapport à l'exercice précédent.

La valorisation des études a été ajustée : nous avons enregistré, en correction du chiffre d'affaires, l'ajustement des marges potentielles sur les différents projets d'études (-4.242.789 €). La facturation des frais d'exploitation des ouvrages d'épuration à la Société Publique de Gestion de l'Eau (SPGE) représente un montant de 29.092.776 €. La refacturation des travaux en régie pour le projet « Cité des Métiers » impacte le chiffre d'affaires de 8.393.135 €.



Nous avons enregistré en **variation de stocks** les opérations liées à la rétrocession à la SPGE d'emprises pour des ouvrages d'épuration.

Les **autres produits d'exploitation** se composent de frais récupérés auprès de tiers (161.584 €) et des subsides d'exploitation perçus pour la gestion du Guichet de l'Energie de la région de Charleroi (312.835 €). La quote-part de produits locatifs et la refacturation des charges locatives transférées du Secteur 2 représentent un montant de 1.120.165 €. Nous enregistrons également, sous cette rubrique, la refacturation de frais vers les autres secteurs (970.810 €) ainsi que la récupération de précompte professionnel relatif à l'exercice 2023 (919.815 €).

Les **approvisionnements et marchandises** reprennent principalement les dépenses engagées lors de l'acquisition de tréfonds pour les futurs collecteurs et ouvrages d'épuration (442.761 €) ainsi que les travaux en régie pour le projet « Cité des Métiers » (8.393.135 €).

Nous enregistrons une diminution du poste **services et biens divers** de l'ordre de 16 % par rapport à l'exercice 2023. Les dépenses courantes pour les ouvrages d'épuration (7.789.193 €) représentent une diminution de 34 % par rapport à l'exercice précédent. Les autres charges relatives à l'exploitation courante (hors épuration) s'élèvent quant à elles à 6.639.907 € pour l'exercice 2024. Les deux éléments principaux qui expliquent l'augmentation par rapport à 2023 (+ 24 %) sont le poste « interim » et le poste « véhicules ». Ce dernier étant impacté par le verdissement de la flotte et la mise en force du plan mobilité à partir de juillet 2024.

Nous constatons une évolution globale de 9,3 % entre 2023 et 2024 du poste **rémunérations et charges sociales** qui s'explique principalement par :

- une augmentation des ETPs (de 367 ETPs en 2023 à 380 ETPs en 2024) ;
- une augmentation de la cotisation de responsabilisation (1.878.459 € en 2024 contre 1.556.670 € en 2023).

La **dotation aux amortissements** (7.817.336 €) a été constituée conformément aux règles d'évaluation. La charge d'amortissement sur les installations de démergement (597.151 €) et sur le bâtiment MERMOZ 1 ainsi que les amortissements des leasings sur les ouvrages d'épuration et les véhicules d'exploitation (6.374.032 €) sont compensés d'une part, par la consommation de subsides en capital et d'autre part, par la facturation des frais d'exploitation à la SPGE.

Nous avons constitué, pour l'exercice 2024, des **provisions pour risques et charges** d'un montant de 81.968 € et effectué des reprises de provisions pour 2.019.790 € après inventaire des litiges en cours, des charges futures à engager et de la consommation de la provision relative à la cotisation de responsabilisation ONSSAPL. Des dotations aux **réductions de valeurs** ont été réalisées sur des créances (8.914 €).

Les **autres charges d'exploitation** comprennent essentiellement, outre les charges fiscales d'exploitation et des régularisations après inventaire, des indemnités découlant de sinistres sur chantiers et les charges transférées du Secteur 2 (2.246.990 €), correspondant principalement aux frais de gestion et d'entretien du bâtiment SOLEO affecté au siège d'exploitation.

Les **produits financiers** s'élèvent à 1.574.617 €. Ils se composent d'une part, de la consommation des subsides en capital afférents aux infrastructures de démergement et du bâtiment MERMOZ 1 comptabilisés à l'actif, soit 612.580 € et d'autre part, de produits de placements de trésorerie et d'intérêts résultant des avances aux Secteurs 2 et 3 (962.037 € pour 2024 contre 1.076.196 € en 2023).

Les **charges financières** s'élèvent à 3.899.559 € : elles représentent les frais bancaires et les intérêts découlant de nos ouvertures de crédit, y compris les charges de couverture de taux sur des produits structurés, ainsi que la charge financière afférente au Secteur 1 pour le financement du bâtiment SOLEO. La partie des intérêts sur les leasings pour les ouvrages d'épuration et les véhicules d'exploitation représente 3.632.585 €, entièrement couverte par le contrat de service avec la SPGE.

Les **produits exceptionnels** (« Produits d'exploitation non récurrents ») se composent essentiellement de plus-values actées sur la réalisation d'actifs immobilisés (3.918 €).

Le **résultat de l'exercice** se solde par un bénéfice de 1.836.024 € qu'il sera proposé d'affecter comme suit :

- Un montant de 1.278.770 € à titre de gratification au personnel ;
- Le solde sera affecté au bénéfice reporté.

BILAN

ACTIF

Les **immobilisations incorporelles** comprennent exclusivement des applications logicielles. Elles sont amorties selon les règles d'évaluation.

Les **immobilisations corporelles** s'élèvent à 74.712.420 € contre 81.488.924 € l'exercice précédent. Les amortissements et, en corollaire, la consommation des subsides afférents aux installations de démergement a été comptabilisée en résultat.

Les **immobilisations financières** s'élèvent à 15.931.523 €, soit 15.910.969 € de participations au capital de sociétés et 20.554 € de cautions diverses. La variation des participations financières par rapport à l'exercice précédent (1.452.745 €) est due essentiellement à l'augmentation dans le capital de la S.P.G.E (parts C et D), eu égard aux activités de démergement et aux travaux d'égouttage pour les villes et communes associées au secteur.

Les **créances à plus d'un an** se composent des sommes à récupérer sous forme d'annuités auprès de la SWDE eu égard à la vente du bâtiment de siège situé à Couillet.

Les **stocks et commandes en cours d'exécution** s'élèvent à 1.668.407 €. Il s'agit des dépenses enregistrées pour l'achat des tréfonds pour la construction des ouvrages d'assainissement qui seront, à terme, cédés à la SPGE (1.615.652 €). Les avances reçues pour ces ouvrages ont été comptabilisées au passif en acomptes reçus sur commandes.

Les **créances commerciales** s'élèvent à 16.739.253 €. Ce montant comprend 15.554.433 € de créances sur les clients contre 10.540.486 € en 2023, ainsi que la partie des produits relatifs à l'exercice 2024 mais facturés au cours de l'exercice 2025, soit 1.151.427 €. Les créances douteuses représentent un montant net de 20.730 € après prise en compte des réductions de valeur.

Les **autres créances** comprennent les montants à recevoir des Villes et Communes et de la Région Wallonne (258.896 €) ainsi que des impôts et taxes à récupérer (71.498 €). Cette rubrique comporte également le montant des rémunérations du mois de janvier 2025 payées anticipativement (1.009.595 €), le solde des comptes courants avec d'autres intercommunales ainsi que les comptes courants et avances avec les autres secteurs (18.019.659 €). Les tranches à échoir en 2024 relatives aux créances à plus d'un an ont été reclassées sous la rubrique « Créances à un an au plus » (1.421.400 €).

La trésorerie, **placements et valeurs disponibles**, s'élève au 31 décembre 2024 à 16.005.964 € contre 7.671.300 € au 31 décembre 2023.

Les **comptes de régularisation** de l'actif comprennent des charges à reporter (1.096.109 €) ainsi que des produits acquis au 31 décembre 2024, principalement relatifs à l'encours des projets du bureau d'études (31.958 €).

PASSIF

Les **apports disponibles** ont été portés à 16.446.352 € eu égard aux augmentations de capital proposées dans le cadre du financement des dépenses reprises aux différents contrats de zone et contrats d'agglomération conclus avec nos Villes et Communes associées. Les appels de fonds ont débuté au cours de l'exercice 2009.

Nous avons enregistré six nouvelles affiliations, à savoir : la Régie Communale Autonome de Saint-Ghislain, le CPAS de Frasnes-les-Anvaing ainsi que le Port Autonome de Charleroi, l'AVIQ, l'Asbl Eu Biotech Campus et ProtonW.BE.

Les **apports indisponibles** représentent la part fixe des fonds propres conformément aux statuts (24.800 €).

Le **bénéfice reporté** se voit augmenté suite à l'affectation du résultat.

Les subsides des pouvoirs locaux, régionaux et de l'Union Européenne pour les installations de démergement et pour le bâtiment MERMOZ 1, dont le coût est enregistré à l'actif en immobilisations corporelles, constituent la rubrique **subsides en capital**.

Les **provisions pour risques et charges** ont été revues en fonction de l'évolution des litiges en cours. Elles se décomposent comme suit :

- provision pour la cotisation de responsabilisation ONSSAPL : 10.154.675 €
- provision pour charges de couverture liées au personnel pensionné: 85.449 €
- provisions diverses pour des litiges sur travaux : 800.000 €
- provision pour le démantèlement d'un équipement technique : 176.022 €.

Les **dettes à plus d'un an** comprennent les dettes de location-financement vis-à-vis de la SPGE sur les ouvrages d'épuration (59.569.690 €).

Le montant du crédit d'investissement contracté dans le cadre du financement du bâtiment « EOLE » (634.100 €) est comptabilisé sous la rubrique « Etablissements de crédit ».

Les **dettes à plus d'un an échéant dans l'année** représentent les tranches venant à échéance en 2025 pour les leasings liés au métier de l'eau (6.682.343 €) et la treizième tranche de notre crédit d'investissement de 6.341.000 € (317.050 €).

Les **dettes commerciales** comprennent 2.100.605 € pour le poste fournisseurs ainsi que 2.543.477 € de factures et notes de crédit à recevoir.

Les **acomptes reçus sur commandes** comportent essentiellement les avances enregistrées pour les travaux relatifs à la réalisation des ouvrages d'épuration pour compte de la SPGE (1.555.897 €) ainsi que les avances reçues pour couvrir les frais encourus par le Guichet de l'Energie.

La rubrique **impôts** comprend le précompte professionnel et la TVA de décembre à payer en janvier 2025.

La rubrique **rémunérations et charges sociales** se compose essentiellement de la provision pour pécules de vacances (4.020.954 €), du solde des cotisations patronales ONSS et de rémunérations à régulariser dans le courant de l'exercice 2025, ainsi que de la provision pour la couverture des charges liées aux congés extra-légaux (712.925 €).

Nous trouvons principalement, en **autres dettes**, la gratification (charges patronales comprises) en faveur du personnel conformément aux dispositions statutaires (1.278.770 €) ainsi que des subsides obtenus (5.550.034 €) en couverture de travaux restants à réaliser dans le cadre du projet Cité des Métiers.

Les **comptes de régularisation** du passif comprennent des revenus à reporter (1.199.131 €) et des charges à imputer (15.462 €). Nous avons également comptabilisé des charges à imputer relatives à l'encours des projets du bureau d'études (1.334.602 €) et, en corollaire, des revenus à reporter (7.410.366 €).

SECTEUR 2

COMPTE DE RESULTATS

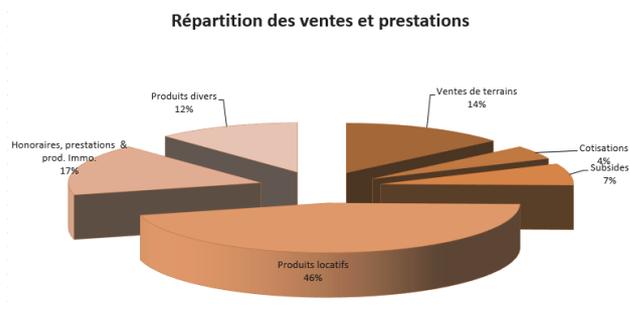
Le **chiffre d'affaires** s'élève à 13.442.518 €. Il se compose des honoraires et des facturations de services pour un montant de 1.754.782 € et des ventes de terrains qui ont été concrétisées par un compromis de vente au cours de l'exercice 2024 (3.469.851 €).

Les produits de location d'immeubles, comptabilisés en chiffre d'affaires, représentent 8.217.885 €.

La **variation de stocks** impacte le résultat en 2024 de 6.867.712 €. Il s'agit pour l'essentiel du transfert au stock des études, travaux, acquisitions et subsides y afférents pour des projets de développement sur la région de Charleroi et dans la zone Sud-Hainaut et, en corollaire, les prélèvements, suite aux ventes de terrains de l'exercice (-2.898.381 €).

La **production immobilisée** concerne le transfert à l'actif des montants relatifs aux frais d'études et de suivi liés à la construction de nouveaux bâtiments.

Les **autres produits d'exploitation** comprennent principalement les subsides reçus ou promérités, d'une part, pour les programmes d'animation économique (« Conférence des bourgmestres du bassin de vie de Charleroi », « Food-C », « Smart-Territoire ») ainsi que le programme «Accompagnement des Entreprises») (1.242.804 €) et d'autre part, les subsides reçus dans le cadre du développement de nos parcs d'activités économiques et des sites de reconversion (522.888 €). Outre les subsides, sont comptabilisés sous cette rubrique, la facturation des charges locatives (3.4049.846 €) et les cotisations de l'exercice (1.123.965 €).



Cette rubrique enregistre également les frais communs transférés aux autres secteurs (1.979.867 €). Pour cet exercice, nous avons comptabilisé en produits acquis, la clôture de la société interne IGRETEC-INTERSUD (2004-2024).

Les **approvisionnements et marchandises** reprennent les achats de terrains (129.430 €) dans les différents parcs d'activités économiques, les travaux d'équipements des parcs pris en charge en 2024 (602.957 €), principalement les PAE de l'Aéropole, de l'Ecopôle, de Courcelles et de la microzone « Sainte-Pauline » ainsi que les travaux relatifs à des projets immobiliers, à savoir : les projets « Campus Technologique » et « Sonaca-F35 » (4.322.783 €).

Les **services et biens divers** sont principalement composés de la sous-traitance effectuée par le Secteur 1 (12.893.663 € contre 13.515.274 € en 2023). Ce poste reprend la facturation en 2024 d'honoraires relatifs aux différents nouveaux projets d'investissements et de développement de parcs d'activités économiques ainsi que la facturation en prix de revient des équipes dédiées aux différents métiers du Secteur 2 (7.864.020 €).

Ce poste se compose également des services d'autres sous-traitants dans le cadre des projets de développement économique et les frais de fonctionnement du métier d'animation économique, des frais relatifs à l'organisation d'événements dans le cadre des projets subsidiés ainsi que des frais de fonctionnement et les frais des organes de gestion.

Les frais d'entretien et de fonctionnement des bâtiments de siège et des bâtiments mis en location ainsi que des frais liés à l'entretien de nos parcs d'activités (4.846.515 €) sont également repris sous cette rubrique.

La **dotation aux amortissements** s'élève à 5.801.282 €. La charge des amortissements pour les investissements relatifs aux bâtiments relais et aux immeubles construits sur les parcs d'activités économiques est compensée partiellement par la consommation de subsides en capital.

Des **réductions de valeurs** ont été actées sur des créances irrécouvrables concernant des loyers et des charges locatives (-61.745 €) ainsi que des reprises de réductions de valeurs (18.375 €).

Les **provisions** ont été rajustées en fonction de l'estimation des dépenses restant à réaliser dans les parcs d'activités économiques, des litiges en cours et de conventions spécifiques avec les pouvoirs publics ainsi que la provision relative au montant actualisé des cotisations de responsabilisation. Des dotations ont été comptabilisées pour 11.124 € et des reprises pour 427.456 €, dont la provision de couverture de cotisation de responsabilisation ONSSAPL.

Les **autres charges d'exploitation** reprennent principalement, outre la prise en charge de frais communs avec le Secteur 1 (1.497.832 €), des charges fiscales d'exploitation (201.724 €) ainsi que des moins-values sur créances à court terme (3.822 €).

Les **produits financiers** s'élèvent à 1.913.021 €. Ils se décomposent principalement, d'une part, en intérêts, de financements au Secteur 3 (29.778 €), des intérêts d'une avance à la SORESIC (327.333 €), et d'autre part, en produits d'immobilisations financières (339.889 €) et de subsides en capital relatifs aux biens d'investissement comptabilisés à l'actif (1.197.854 €).

Les **charges financières** sont composées pour l'essentiel des charges d'intérêts relatives aux emprunts et avances reçues ainsi que les intérêts afférents à l'émission de billets de trésorerie (valeur nominale de 75.000.000 €), soit une charge d'intérêts de 4.691.065 € pour 2024 contre 3.674.710 € pour l'exercice précédent. La quote-part des intérêts relatifs au financement du bâtiment SOLEO, transférée au Secteur 1, ainsi que les intérêts intercalaires portés à l'actif représentent un montant de 1.021.276 € pour l'exercice.

Les **autres charges financières** reprennent divers frais bancaires et intérêts (19.514 €).

Les **produits exceptionnels** (« Produits financiers non-récurrents ») sont composés d'une reprise de réductions de valeur sur nos immobilisations financières (42.021 €), les réductions de valeurs constatées (65.648 €) sont, quant à elles, comptabilisées en charges exceptionnelles (« charges financières non récurrentes »).

Le **résultat de l'exercice** se solde par une perte après impôts de 3.101.992 €.

Il est proposé d'apurer la perte de l'exercice par un prélèvement sur les réserves disponibles et le bénéfice reporté.

BILAN

ACTIF

Les **immobilisations corporelles** s'élèvent à 131.443.229 € contre 125.474.641 € en 2023. Il reste, au 31 décembre 2024, 18.329.337 € au poste immobilisations en cours.

Les **immobilisations financières** varient en fonction du rajustement des réductions de valeur appliquées sur certaines participations.

Les **créances à plus d'un an** reprennent les montants dus par les villes et communes pour le financement des crédits contractés auprès du Secteur 2 dans le cadre des travaux non subsidiés sur les parcs d'activités économiques et des créances sur les pouvoirs régionaux pour les financements « SOWAFINAL » dans le cadre des travaux subsidiés dans nos parcs d'activités, ainsi qu'un financement nominal de 2.500.000 € accordé au Secteur 3 dans le cadre des projets d'amélioration en efficacité énergétique des bâtiments (1.483.945 €).

Les **stocks** sont constitués de la valeur en prix de revient, ou en valeur de marché si le prix de revient était supérieur, des terrains de nos parcs d'activités économiques ainsi que les études pour divers projets d'investissements et s'élèvent à 71.381.056 €.

Les **créances commerciales** comprennent l'encours « clients » (1.017.506 €) ainsi que les factures et notes de crédit à établir au cours du prochain exercice (2.439.084 €). Les créances douteuses, ayant fait l'objet de réductions de valeurs, représentent au 31 décembre 2024 un montant net de 13.099 €.

Les **autres créances à un an au plus** comprennent principalement des subsides à recevoir des pouvoirs publics et de l'Union Européenne (2.194.137 €). Il reste, sous cette rubrique au 31 décembre 2024, la tranche 2025 des financements pris en charge par les communes pour les travaux non subsidiés dans les parcs d'activités économiques (20.180 €) ainsi que des emprunts SOWAFINAL à charge des pouvoirs régionaux (3.973.433 €). Les autres créances diverses reprennent, pour l'essentiel, le solde des comptes courants et avances avec le Secteur 3, CENEO, ainsi que le compte courant avec la SORESIC (6.144.561 €) et des montants à recevoir relatifs aux actes de terrains et des subsides pro-mérités (958.155 €). Les créances douteuses relatives aux locations représentent, au 31 décembre 2024, un montant de 68.607 € : elles ont fait l'objet de réductions de valeurs. A partir de l'exercice 2023, le montant des promesses d'octroi de subsides est comptabilisé en produits à recevoir (68.605.953 €).

La trésorerie (**placements et valeurs disponibles**) s'élève à 16.879.107 € au 31 décembre 2024 contre 6.175.147 € l'exercice précédent.

Les **comptes de régularisation** de l'actif sont constitués de charges à reporter (514.906 €) et de produits acquis (15.708 €).

PASSIF

Les **apports** s'élèvent à 531.687 € au 31 décembre 2024 €.

Les **réserves** diminuent de 1.601.992 € suite à l'affectation du résultat de l'exercice.

Le poste **subsides en capital** enregistre les subsides reçus pour les immobilisations. Conformément au droit comptable, ils font l'objet d'une consommation au même rythme que l'amortissement pratiqué sur les immobilisations correspondantes.

Les **provisions pour risques et charges** ont été rajustées en fonction de l'inventaire de fin d'exercice. Elles se décomposent comme suit :

- provision dans le cadre de l'explosion au Biopôle : 144.000 € ;
- provision pour charges de couverture liée au personnel pensionné: 11.124 € ;
- provision relative à la cotisation de responsabilisation : 3.380.870 €.

Les **dettes à plus d'un an** comprennent, en **dettes financières**, des emprunts contractés dans le cadre de la construction de notre bâtiment de siège SOLEO et de bâtiments sur nos différentes zones d'activités et ceux contractés afin de permettre le remboursement de capital des associés privés ainsi que les emprunts contractés suite à la mise en force du programme de financement alternatif SOWAFINAL pour ce qui concerne le financement de la quote-part subsidiée des travaux d'infrastructures dans nos parcs d'activités (27.846.946 €).

Les **autres dettes à plus d'un an** représentent des subsides à reconstituer dans le cadre de conventions particulières avec les pouvoirs régionaux.

Les **dettes à un an au plus** reprennent les tranches d'emprunt échéant en 2025 (12.770.708 €) dont 3.973.433 € dans le cadre des financements SOWAFINAL ainsi que les dettes financières reprenant la valeur des billets de trésorerie émis au 31 décembre de l'année (13.500.000 €).

La fluctuation du compte **fournisseurs** résulte, comme chaque année, de la variation du volume de travaux engagés (6.227.108 € au 31 décembre 2024 contre 8.207.498 € en 2023).

Les **acomptes reçus** représentent les avances reçues dans le cadre des nouveaux programmes subsidiés (1.095.000 €), des acomptes reçus pour des commandes en cours (14.962.809 €) ainsi que des montants relatifs à des compromis de vente pour des terrains.

La rubrique **impôts** reprend des révisions TVA et un solde d'impôts à verser au Trésor.

Les **autres dettes à un an au plus** comprennent, notamment, des cautionnements reçus en numéraire (256.846 €), le compte courant avec les autres secteurs (6.987.025 €), des avances à rembourser aux pouvoirs régionaux (1.875.487 €) et le capital à rembourser aux associés démissionnaires.

Les **comptes de régularisation** du passif comprennent des charges à imputer (885.049 €) ainsi que des produits à reporter (6.349 €).

SECTEUR 3

COMPTE DE RESULTATS

Le **chiffre d'affaires** de 244.248 € est composé essentiellement de la facturation des travaux réceptionnés en cours d'exercice pour des projets d'amélioration en efficacité énergétique des bâtiments sur le territoire des communes associées.

La **variation de stocks** correspond au transfert des charges pour les études et travaux réalisés sur l'exercice (4.576.156 €) et, en corollaire, les prélèvements comptabilisés suite aux facturations de l'exercice (- 208.220 €).

Les **autres produits d'exploitation** reprennent, pour l'essentiel, des récupérations de frais divers (1.349 €).

Les **approvisionnements et marchandises** reprennent les dépenses engagées en cours d'exercice pour les travaux d'amélioration en efficacité énergétique pour les villes et communes associées (4.158.498 €). Ceux-ci ont été intégralement transférés aux stocks en clôture d'exercice.

Les **services et biens divers** se composent des frais des organes de gestion et de contrôle (27.089 €) ainsi que de la sous-traitance au Secteur 1 couvrant les coûts du département développement de solutions énergétiques (377.974 €) et les études et suivis afférents aux projets (417.658 €).

Les **produits financiers** d'un montant de 12.921.493 € représentent les produits de notre participation au capital de CENEO (11.644.715 €) ainsi que les produits financiers inhérents aux calculs économiques (1.276.778 €).

Les **charges financières**, qui s'élèvent à 1.127.341 €, se composent des intérêts du prêt d'un montant nominal de 2.500.000 € octroyé par le Secteur 2 (29.778 €) et des intérêts d'avances octroyées par le Secteur 1 (229.138 €).

La charge d'intérêts pour les nouveaux emprunts mis en force en 2023, d'une valeur nominale de 24.000.000 €, représente un montant de 868.420 €.

Le **bénéfice de l'exercice** s'élève à 11.426.067 €. L'affectation du résultat pour cet exercice se décompose comme suit :

- 12.673.866 € à titre de rémunération des parts PF ;
- 1.247.799 € de prélèvement sur les réserves disponibles.

BILAN

ACTIF

Les **immobilisations financières** représentent notre participation au capital de CENEO, soit des parts P.F (124.277.625 €) et des parts P.E (8.000.000 €) ainsi qu'au capital de NEOVIA pour 20.000 €.

Les **créances à plus d'un an** reprennent les montants des travaux et études facturés aux villes et communes pour les projets d'amélioration en efficacité énergétique. Ces montants seront libérés conformément aux modalités reprises dans les différents calculs économiques y afférents (24.505.424 €).

Les **stocks et commandes en cours** se composent des pré-audits et audits énergétiques ainsi que les études et travaux à facturer aux villes et communes (8.475.180 €).

Les **créances à un an au plus** reprennent le compte « clients » pour 3.538.619 € et de créances sur nos villes et communes pour la couverture des tranches des emprunts 2025 (411.908 €).

Les **placements et valeurs disponibles** s'élèvent à 469.407 €.

Les **comptes de régularisation** comprennent des produits acquis pour 719.908 €.

PASSIF

Les **apports disponibles** sont constitués principalement par l'apport au Secteur 3 des Villes et Communes de leur participation dans le capital de CENEO.

Les **réserves disponibles** se chiffrent à 8.416.455 € après l'affectation du résultat de l'exercice.

Les **dettes à plus d'un an** (25.226.298 €) représentent le solde d'un emprunt nominal de 2.500.000 € octroyé par le Secteur 2 (1.604.970 €) et des emprunts mis en force en 2023 (23.073.033 €) ainsi que le montant nominal des restitutions de capital inclus dans les calculs économiques (1.620.292 €).

Les **dettes à plus d'un an** échéant dans l'année reprennent la tranche d'emprunt venant à échéance en 2025 (1.071.997 €).

Les **dettes commerciales** sont constituées des montants dus aux fournisseurs (625.615 €) et des factures et notes de crédit à recevoir (216.247 €).

Les **autres dettes** se composent principalement des avances du Secteur 1 (10.728.000 €), du compte courant avec le Secteur 1 (306.098 €) et de dettes découlant d'affectation du résultat (845.956 €).

Le **compte de régularisation** est composé de charges financières à imputer sur l'exercice (289.029 €).

SECTEUR 4

COMPTE DE RESULTATS

Il n'y a pas eu d'opération impactant le compte de résultats sur l'exercice 2024, la convention de gestion ayant pris fin au 31 décembre 2019.

BILAN

ACTIF

Au vu de la finalisation de la cession des derniers actifs, il ne reste que les **valeurs disponibles** pour un montant de 138.419 €.

PASSIF

Les **apports disponibles** (2.802 €) restent inchangés.

La **réserve indisponible** s'élève à 989 €.

Les **réserves disponibles** s'élèvent à 134.656 €.

COMPTES REGROUPÉS

Les opérations de regroupement suivantes ont été effectuées :

- Reclassement de certains produits de la rubrique chiffre d'affaires vers la rubrique production immobilisée ;
- Compensation des produits et des charges afférents aux opérations intersectorielles ;
- Compensation des créances et des dettes réciproques aux quatre secteurs ;
- Reclassement des immobilisations financières en fonction des participations globalement détenues par l'intercommunale ;
- Reclassement de la quote-part des subsides en rubrique « Impôts différés » ;
- Affectation consolidée.

Le total du bilan atteint un montant de 667.042.830 € en 2024 contre 640.234.230 € en 2023.

Le résultat d'exploitation regroupé se solde par un bénéfice d'exploitation de 2.500.267 €.

Le bénéfice regroupé, somme arithmétique de l'ensemble des secteurs, s'élève à 10.160.099 € soit :

<u>Secteurs</u>	<u>Résultat net</u>
Secteur 1	1.836.024 €
Secteur 2	-3.101.992 €
Secteur 3	11.426.067 €

SITUATION FINANCIERE CONSOLIDÉE (hors dettes à charge des tiers)

Les dettes financières présentées ci-dessous sont composées des dettes financières court terme et long terme hors dettes à charge des tiers, c'est-à-dire diminuées du leasing envers la SPGE pour 66.252.033 € et du montant relatif au dossier SOWAFINAL à charge de la Région wallonne pour 31.603.818 €.

L'endettement financier d'IGRETEC a augmenté de 10,34 millions d'euros par rapport à 2023. L'endettement net a lui diminué d'un montant de 6,98 millions d'euros.

	2024	2023	Variation	Variation en %
Dettes financières	177.157.623 €	166.821.853 €	10.335.770 €	6,20%
Long terme	153.375.767 €	118.441.063 €	34.934.703 €	29,50%
Court terme	23.781.856 €	48.380.790 €	-24.598.934 €	-50,84%
Placements de trésorerie + disponible	33.492.896 €	16.175.891 €	17.317.005 €	107,05%
Endettement Net	143.664.726 €	150.645.962 €	-6.981.236 €	-4,63%

Au 31 décembre 2024, les dettes financières à long terme sont composées d'emprunts contractés auprès d'institutions financières pour un montant de 634.100 € en Secteur 1, de 87.299.978 € en Secteur 2 et de 22.122.061 € en Secteur 3.

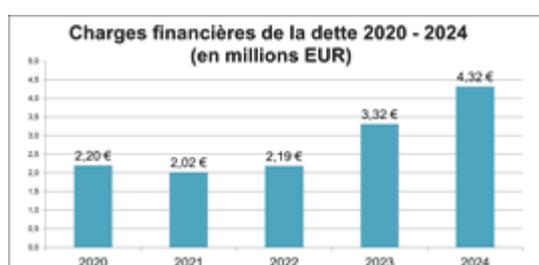
Les dettes financières à court terme sont constituées des émissions de billets de trésorerie pour le Secteur 2 pour 13.500.000 € et de dettes à plus d'un an échéant dans l'année pour un montant de 7.116.902 €.

Les dettes financières de l'intercommunale, dont 92,37 % portent un taux d'intérêt fixe (89,13 % fin 2023), ont un coût moyen pondéré de 3,23 % contre 2,45 % au 31 décembre 2023.

L'intercommunale utilise également des instruments de couverture (taux forward sur taux d'intérêt, etc.) pour réduire son exposition aux risques de taux et optimiser la structure taux fixe/taux variable de ses dettes.

La trésorerie de l'intercommunale est gérée de manière centralisée par le trésorier de l'intercommunale, conformément aux objectifs et principes définis par la direction. La politique de l'intercommunale consiste à préserver ses avoirs financiers et à ne pas s'engager dans des transactions spéculatives ou à effet de levier.

Nous affichons un rendement moyen de nos avoirs de 1,81 % contre 2,11 % en 2023.



RATIOS BANQUE NATIONALE

CHIFFRES CLES		2024	2023	2022	2021	2020
A. Total de l'actif	(10 ^{^3} €)	667.043	640.234	527.244	511.447	513.421
B. Chiffre d'affaires	(10 ^{^3} €)	71.246	96.143	56.515	73.678	42.175
C. Chiffre d'affaires par travailleur	(10 ^{^3} €)	187	262	165	229	140
D. Rémunérations	(10 ^{^3} €)	36.174	33.264	28.949	26.640	24.159
E. Bénéfice net	(10 ^{^3} €)	10.160	12.391	13.522	21.250	13.028
F. Nombre moyen de travailleurs		380,3	367,5	341,4	321,1	301,5

RATIOS		2024	2023	2022	2021	2020
A. CONDITIONS D'EXPLOITATION						
Marge brute	(%)	17,97	13,05	24,13	32,08	24,71
Marge nette	(%)	5,13	3,09	6,94	16,84	8,93
Valeur ajoutée	(10 ^{^3} €)	49.982	40.952	40.267	47.863	34.212
Valeur ajoutée par membre du personnel	(10 ^{^3} €)	131,4	111,4	117,9	140,2	106,5
Frais de personnel / Valeur ajoutée	(%)	72,37	81,23	71,89	53,9	68,09
Quote-part des amortissements, dévaluations et provisions dans la valeur ajoutée	(%)	26,3	31,3	31,1	29,2	31,8
Importance des charges financières en comparaison de la valeur ajoutée	(%)	16,13	17,82	16,1	14,1	20,1
B. STRUCTURE FINANCIERE						
Liquidité générale ("Current ratio")	(%)	2,41	2	1,34	1,22	1,08
Liquidité réduite ("Acid test ratio")	(%)	1,71	1,35	0,55	0,6	0,46
Nombre de jours de crédit clients		74,53	70,18	58,3	70,1	85,5
Nombre de jours de crédit fournisseurs		65,02	51,77	60,8	83,21	71,59
Rentabilité nette des capitaux propres	(%)	3,77	4,76	6,92	11,1	6,95
Degré d'indépendance financière	(%)	40,26	40,64	37,07	38,17	36,4
<i>Fonds de roulement net</i>	(10 ^{^3} €)	130.987	100.552	29.077	17.620	6.954
<i>- Besoins en fonds de roulement net</i>	(10 ^{^3} €)	110.994	124.126	44.620	21.164	35.864
<i>= Trésorerie nette</i>	(10 ^{^3} €)	19.992	- 23.574	- 15.543	- 3.544	- 28.910

CHIFFRES CLÉS - ANALYSE SUR 5 ANS

(Chiffres 10^{^3}€)

Secteur 1	2024	2023	2022	2021	2020
Total bilan	151.115	150.387	151.860	161.531	166.601
Immobilisations corporelles	74.712	81.488	88.606	95.533	102.614
Capitaux propres	39.587	38.028	36.866	35.946	34.897
Ventes & prestations	74.278	80.954	61.680	53.937	50.739
Chiffre d'affaires	70.346	77.717	57.329	51.697	48.194
Coût des ventes & prestations	70.108	76.942	56.984	48.848	45.554
Rémunérations	38.052	34.821	29.761	26.640	24.159
Résultat d'exploitation(+/-)	4.170	4.012	4.696	5.088	5.174
Résultat de l'exercice(+/-)	1.836	1.511	1.215	1.219	980

Secteur 2	2024	2023	2022	2021	2020
Total bilan	368.422	346.835	244.213	224.758	230.182
Immobilisations corporelles	131.443	125.475	116.217	114.595	111.429
Capitaux propres	125.118	116.507	32.972	35.629	30.640
Ventes & prestations	28.858	51.382	26.616	32.488	19.517
Chiffre d'affaires	13.442	9.751	10.499	29.871	1.376
Coût des ventes & prestations	30.160	53.334	28.049	25.621	19.906
Résultat d'exploitation(+/-)	-1.302	-1.953	-1.432	6.866	-389
Résultat de l'exercice(+/-)	-3.102	-3.025	-2.051	6.047	-2.109

Secteur 3	2024	2023	2022	2021	2020
Total bilan	170.418	166.456	155.570	142.483	134.443
Immobilisations financières	132.298	132.298	129.297	128.097	127.178
Capitaux propres	131.074	132.184	130.768	128.973	127.155
Ventes & prestations	4.613	3.175	13.753	7.254	1.608
Chiffre d'affaires	244	22.510	25	1.447	24
Coût des ventes & prestations	4.981	3.445	14.126	7.472	1.867
Résultat d'exploitation(+/-)	-368	-270	-372	-218	-259
Résultat de l'exercice(+/-)	11.426	14.326	14.359	14.406	14.157

Secteur 4	2024	2023	2022	2021	2020
Total bilan	138	138	138	247	381
Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0
Capitaux propres	138	138	138	138	138
Ventes & prestations	0	0	0	0	-1.373
Chiffre d'affaires	0	0	0	0	247
Coût des ventes & prestations	0	0	0	0	1.374
Résultat d'exploitation(+/-)	0	0	0	0	0
Résultat de l'exercice(+/-)	0	0	0	0	0

BILAN ET COMPTE DE RÉSULTATS REGROUPÉS

ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Frais d'établissement (annexe 6.1)	20	0	0
ACTIFS IMMOBILISÉS	21/28	387.998.926	380.362.112
II. Immobilisations incorporelles (annexe 6.2)	21	220.932	272.092
III. Immobilisations corporelles (annexe 6.3)	22/27	206.155.649	206.962.935
A. Terrains et constructions	22	20.034.234	20.508.834
B. Installations, machines et outillage	23	3.344.444	3.934.725
C. Mobilier et matériel roulant	24	569.874	698.422
D. Location-financement et droits similaires	25	66.252.032	72.298.047
E. Autres immobilisations corporelles	26	97.625.729	100.565.899
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27	18.329.336	8.957.008
IV. Immobilisations financières (annexes 6.4 et 6.5.1)	28	181.622.345	173.127.085
A. Entreprises liées (annexe 6.15)	280/1	24.313.120	17.313.120
1. Participations	280	24.313.120	17.313.120
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation (annexe 6.15)	282/3	133.628.051	133.585.536
1. Participations	282	133.628.051	133.585.536
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8	23.681.174	22.228.429
1. Actions et parts	284	23.660.523	22.207.778
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8	20.651	20.651
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	279.043.904	259.872.118
V. Créances à plus d'un an	29	54.993.053	59.080.190
A. Créances commerciales	290	24.505.424	25.078.873
B. Autres créances	291	30.487.629	34.001.317
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	81.524.642	72.297.196
A. Stocks	30/36	71.433.811	67.016.661
1. Approvisionnements	30/31	52.755	43.475
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35	71.381.056	66.973.186
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37	10.090.831	5.280.535
VII. Créances à un an au plus	40/41	106.654.723	110.911.341
A. Créances commerciales	40	20.323.051	23.913.350
B. Autres créances	41	86.331.672	86.997.991
VIII. Placements de trésorerie (annexes 6.5.1 et 6.6)	50/53	1.731.132	2.433.743
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53	1.731.132	2.433.743
IX. Valeurs disponibles	54/58	31.761.765	13.742.148
X. Comptes de régularisation (annexe 6.6)	490/1	2.378.589	1.407.500
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	667.042.830	640.234.230

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	268.524.098	260.220.199
I. Apport (annexe 6.7)	10/11	139.638.017	137.885.453
Disponible	110	139.587.586	137.835.022
Indisponible	111	50.431	50.431
II. Plus-values de réévaluation	12		
III. Réserves	13	28.036.811	30.886.603
A. Réserves indisponibles	130/1	721.234	721.234
1. Réserves statutairement indisponibles	1311	721.234	721.234
2. Acquisition d'actions propres	1312		
3. Soutien financier	1313		
4. Autres	1319		
C. Réserves immunisées	132		
D. Réserves disponibles	133	27.315.577	30.165.369
IV. Bénéfice reporté	140	1.429.339	2.372.085
Perte reportée (-)	141		
V. Subsidés en capital	15	99.419.931	89.076.058
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	42.145.172	43.754.633
VI. A. Provisions pour risques et charges	160/5	14.752.140	17.117.418
1. Pensions et obligations similaires	160	13.535.545	15.414.004
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Obligations environnementales	163		
5. Autres risques et charges	164/5	1.216.595	1.703.414
B. Impôts différés	168	27.393.032	26.637.215
DETTES	17/49	356.373.560	336.259.398
VII. Dettes à plus d'un an (annexe 6.9)	17	263.309.800	236.019.319
A. Dettes financières	170/4	240.792.402	214.533.386
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172	59.569.690	65.957.410
4. Etablissements de crédit	173	634.100	951.150
5. Autres emprunts	174	180.588.612	147.624.826
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9	22.517.398	21.485.933
VIII. Dettes à un an au plus (annexe 6.9)	42/48	82.147.960	94.200.237
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	20.721.072	18.860.721
B. Dettes financières	43	13.500.000	39.750.000
1. Etablissements de crédit	430/8	13.500.000	39.750.000
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44	8.495.382	11.824.916
1. Fournisseurs	440/4	8.495.382	11.824.916
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46	17.691.018	6.243.373
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	9.703.084	8.407.026
1. Impôts	450/3	3.846.673	3.270.694
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	5.856.411	5.136.332
F. Autres dettes	47/48	12.037.404	9.114.201
IX. Comptes de régularisation (annexe 6.9)	492/3	10.915.800	6.039.842
TOTAL DU PASSIF	10/49	667.042.830	640.234.230

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A	90.891.103	117.645.329
A. Chiffre d'affaires (annexe 6.10)	70	71.245.723	96.142.890
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71	8.592.812	8.587.488
C. Production immobilisée	72	2.484.822	1.575.191
D. Autres produits d'exploitation (annexe 6.10)	74	8.563.828	11.337.515
E. Produits d'exploitation non récurrents (annexe 6.12)	76A	3.918	2.245
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A	88.390.836	115.856.146
A. Approvisionnements et marchandises	60	18.040.285	46.851.061
1. Achats	600/8	18.049.564	46.860.265
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609	(9.279)	(9.204)
B. Services et biens divers	61	19.862.374	22.419.810
C. Rémunérations, charges sociales et pensions (annexe 6.10)	62	38.052.291	34.820.547
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630	13.618.618	13.220.208
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -) (annexe 6.10)	631/4	52.285	(17.026)
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -) (annexe 6.10)	635/8	(2.365.278)	(1.933.979)
G. Autres charges d'exploitation	640/8	1.130.261	495.525
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes (annexe 6.12)	66A		
III. Bénéfice d'exploitation (+)	70/66A	2.500.267	1.789.183
Perte d'exploitation (-)	66A/70		
IV. Produits financiers	75/76B	15.366.546	17.585.919
A. Produits financiers récurrents	75	15.324.525	17.521.083
1. Produits des immobilisations financières	750	11.987.210	14.757.109
2. Produits des actifs circulants	751	284.652	340.121
3. Autres produits financiers (annexe 6.11)	752/9	3.052.663	2.423.853
B. Produits financiers non récurrents (annexe 6.12)	76B	42.021	64.836
V. Charges financières (annexe 6.11)	65/66B	8.060.364	7.295.844
A. Charges financières récurrentes	65	7.994.716	7.295.844
1. Charges des dettes	650	7.970.180	7.264.870
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651		
3. Autres charges financières (annexe 6.11)	652/9	24.536	30.974
B. Charges financières non récurrentes (annexe 6.12)	66B	65.648	
VI. Bénéfice courant avant impôts (+)	70/66B	9.806.449	12.079.258
Perte courante avant impôts (-)	66B/70		
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+)	780	363.119	315.103
B. Transfert aux impôts différés (-)	680		
VII. Impôts sur le résultat (-)/(+) (annexe 6.13)	67/77	(9.469)	(3.202)
A. Impôts (-)	670/3	(9.469)	(3.202)
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
VIII. Bénéfice de l'exercice (+)	70/67	10.160.099	12.391.159
Perte de l'exercice (-)	67/70		
IX. Prélèvement sur les réserves immunisées (+)	789		421.000
Transfert aux réserves immunisées (-)	689		
X. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)	(70/68)	10.160.099	12.812.159
Perte de l'exercice à affecter (-)	(68/70)		

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69	12.532.184	14.833.511
Perte à affecter (-)	69/70		
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	10.160.099	12.812.159
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70		
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790	2.372.085	2.021.352
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2	2.849.792	3.204.976
1. sur l'apport	791		
2. sur les réserves	792	2.849.792	3.204.976
C. Affectations aux capitaux propres	691/2		(1.652.411)
1. à l'apport	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921		1.652.411
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693	1.429.339	2.372.085
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/7	(13.952.636)	(13.833.991)
1. Rémunération de l'apport	694	12.673.866	12.673.866
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Travailleurs	696	1.278.770	1.160.125
4. Autres allocataires	697		

Villes et Communes
AISEAU-PRESLES
CHARLEROI
CHATELET
COURCELLES
ERQUELINNES
FARCIENNES
FLEURUS
FONTAINE-L'EVEQUE
GERPINNES
HAM-SUR-HEURE / NALINNES
LOBBES
MERBES-LE-CHÂTEAU
MONTIGNY-LE-TILLEUL
PONT-A-CELLES
THUIN
TOTAUX

Dividendes 2024
201.248
7.638.376
1.351.158
781.623
241.414
203.955
386.722
448.487
51.594
345.926
68.986
66.178
215.555
423.669
248.974
12.673.866

Dividendes 2023
201.248
7.638.376
1.351.158
781.623
241.414
203.955
386.722
448.487
51.594
345.926
68.986
66.178
215.555
423.669
248.974
12.673.866

ANNEXES

6.2. ETAT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (rubrique 21 de l'actif)	Frais de recherche et de développement	Concessions, brevets, licences, savoir-faire, marques et droits similaires
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice précédent		1.231.542
Mutations de l'exercice		
Acquisitions, y compris la production immobilisée		121.099
Cessions et désaffectations		60.202
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		1.292.439
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice précédent		959.450
Mutations de l'exercice		
Actés		172.259
Repris		
Acquis de tiers		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations		60.202
Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-)		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		1.071.507
Valeur comptable nette au terme de l'exercice		220.932

6.3. ETAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains et constructions (C.6.3.1)	Installations, machines et outillage (C.6.3.2)	Mobilier et matériel roulant (C.6.3.3)
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice précédent	29.522.749	20.292.145	10.171.446
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	314.286	57.014	235.200
Cessions et désaffectations			125.113
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	29.837.035	20.349.159	10.281.533
Plus-values au terme de l'exercice précédent			
Mutations de l'exercice			
Actées			
Acquises de tiers			
Annulées			
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Plus-values au terme de l'exercice			
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice précédent	9.013.915	16.357.420	9.473.024
Mutations de l'exercice			
Actés	788.886	647.295	363.748
Repris			
Acquis de tiers			
Annulés à la suite de cessions et désaffectations			125.113
Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	9.802.801	17.004.715	9.711.659
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	20.034.234	3.344.444	569.874

	Location- financement et droits similaires (C.6.3.4)	Autres immobilisations corporelles (C.6.3.5)	Immobilisations en cours et acomptes versés (C.6.3.6)
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice précédent	144.686.842	182.474.396	8.957.008
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	328.016	2.332.228	9.372.329
Cessions et désaffectations			
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	145.014.858	184.806.624	18.329.337
Plus-values au terme de l'exercice précédent			
Mutations de l'exercice			
Actées			
Acquises de tiers			
Annulées			
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Plus-values au terme de l'exercice			
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice précédent	72.388.795	81.908.497	
Mutations de l'exercice			
Actés	6.374.032	5.272.398	
Repris			
Acquis de tiers			
Annulés à la suite de cessions et désaffectations			
Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	78.762.827	87.180.895	
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	66.252.031	97.625.729	18.329.337
DONT			
Terrains et constructions	65.746.735		
Installations, machine et outillage			
Mobilier et matériel roulant	505.296		

6.4. ETAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Entreprises liées (C.6.4.1)	Entreprises avec un lien de participation (C.6.4.2)	Autres entreprises (C.6.4.3)
PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice précédent	30.024.620	135.435.058	39.029.222
Mutations de l'exercice			
Acquisitions		107.143	2.254.546
Cessions et retraits			
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	30.024.620	135.542.201	41.283.768
Plus-values au terme de l'exercice précédent			
Mutations de l'exercice			
Actées			
Acquises de tiers			
Annulées			
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Plus-values au terme de l'exercice			
Réductions de valeur au terme de l'exercice précédent	0	197.280	28.780
Mutations de l'exercice			
Actées		65.648	
Reprises		42.021	
Acquises de tiers			
Annulées à la suite de cessions et retraits			
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	0		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	0	220.907	28.780
Montants non appelés au terme de l'exercice précédent	12.711.500	1.652.242	16.792.664
Mutations de l'exercice (+)/(-)	-7.000.000	41.000	801.801
Montants non appelés au terme de l'exercice	5.711.500	1.693.242	17.594.465
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	24.313.120	133.628.052	23.660.523
CREANCES			
Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent			20.651
Mutations de l'exercice			
Additions			
Remboursements			
Réductions de valeur actées			
Réductions de valeur reprises			
Différences de change (+)/(-)			
Autres (+)/(-)			
Valeur comptable nette au terme de l'exercice			20.651
Réductions de valeur cumulées sur créances au terme de l'exercice			

6.5. PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DETENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Sont mentionnées ci-après, les entreprises dans lesquelles l'entreprise détient une participation (comprise dans les rubriques 280 et 282 de l'actif) ainsi que les autres entreprises dans lesquelles l'entreprise détient des droits sociaux (compris dans les rubriques 284 et 51/53 de l'actif) représentant 10% au moins du capital souscrit.

DENOMINATION	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	directement		Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
	Nombre	%					
FONDS DE CAPITAUX D'AMORCAGE SA Bld de l'Yser 17, boîte 1 6000 Charleroi Belgique 0451.292.894 Nominatives	40.700	48,80	0	31-12-2023	EUR	1.749.285	37.628
CHARLEROI ENTREPRENDRE SC Bld Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 0427.178.892 Nominatives	23.279	30,99	0	31-12-2023	EUR	924.470	202.972
PORT AUTONOME DE CHARLEROI SNC Rue de Marcinelle 1 6000 Charleroi Belgique 0208.201.095 Nominatives	70.000	46,67	0	31-12-2023	EUR	58.329.022	-459.825
WALLONIE DEVELOPPEMENT SCRL Avenue Sergent Vrithoff 2 boîte 3 5000 Namur Belgique 0874.449.060 Nominatives	5	12,50	0	31-12-2023	EUR	28.607	2.098
CENEO SC Bld Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 0201.645.281 Nominatives	4.976.105	41,10	0	31-12-2023	EUR	929.852.638	41.728.678
L.R.V.S SCRL Rue du Déversoir 1 6010 Couillet Belgique 0500.518.218 Nominatives	42	33,33	0	31-12-2023	EUR	278.137	-137.371
CHARLEROI BRUSSEL SOUTH BIOPARK DEV SA Rue Auguste Piccard 48 6041 Gosselies Belgique 0479.250.670 Nominatives	1.167	127,29	0	31-12-2023	EUR	514.019	-166.480
SORESIC SA Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 0686.758.119 Nominatives	3.162	51,00	0	31-12-2023	EUR	26.150.403	-2.633.525
SODEVIMMO SA Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 0730.685.261 Nominatives	277.135	53,32	0	31-12-2023	EUR	34.329.529	-548.502
CHARLEROI METROPOLE Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 1000.007.642 Nominatives	60	70,59	0		EUR	0	0

6.5.2 LISTE DES ENTREPRISES DONT L'ENTREPRISE RÉPOND DE MANIÈRE ILLIMITÉE EN QUALITÉ D'ASSOCIÉ OU DE MEMBRE INDÉFINIMENT RESPONSABLE
DENOMINATION, Adresse complète du SIEGE, FORME JURIDIQUE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMERO D'ENTREPRISE
<p>CITW+ Avenue Gouverneur Bovesse 74 5100 Jambes (Namur) Belgique 0667.546.773</p>
<p>AM IGRETEC - Eureco SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 0201.741.786</p>
<p>AM IGRETEC - Atelier (AT) Home - G.ECO Architectes SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 0201.741.786</p>
<p>AM IGRETEC - VK Engineering SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 0201.741.786</p>
<p>AM IGRETEC - PIRNAY - POLYTECH Engineering - At.a rch F. HENNE SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 0201.741.786</p>
<p>AM IGRETEC - At.Archi ARCHI VISION PROJECTS - At.Archi SL + Architectes SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 0201.741.786</p>
<p>AM IGRETEC - A&G Atelier d'architecture SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 0201.741.786</p>
<p>AM IGRETEC - AAEG Architectes (Liège) - POLYTECH Engineering Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 0201.741.786</p>
<p>TIGRA Société simple Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 0797.120.462</p>

6.6. PLACEMENTS DE TRESORERIE ET COMPTES DE REGULARISATION DE L'ACTIF

PLACEMENTS DE TRESORERIE - AUTRES PLACEMENTS	Exercice	Exercice précédent
Actions et parts		
Valeur comptable augmentée du montant non appelé		
Montant non appelé		
Titres à revenu fixe		
Titres à revenu fixe émis par des établissements de crédit		
Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit	1.731.132	2.433.743
Avec une durée résiduelle ou de préavis		
- d'un mois au plus		
- de plus d'un mois à un an au plus		
- de plus d'un an	1.731.132	2.433.743
Autres placements de trésorerie non repris ci-avant		

COMPTES DE REGULARISATION	Exercice
Ventilation de la rubrique 490/1 de l'actif si celle-ci représente un montant important	
Charges à reporter	1.611.015
Produits acquis	767.573

6.7. ETAT DE L'APPORT ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT	Montants	Nombres d'actions
ETAT DE L'APPORT		
Apport		
Disponible au terme de l'exercice précédent	137.835.022	
Disponible au terme de l'exercice	139.587.586	
Indisponible au terme de l'exercice précédent	50.431	
Indisponible au terme de l'exercice	50.431	
Capitaux propres apportés par les actionnaires		
En espèces	33.769.182	
dont montant non libéré	18.408.815	
En nature	124.277.650	
dont montant non libéré		
Représentation du capital		
Modifications au cours de l'exercice		
CPAS de Frasnes-lez-Anvaing	6	
AMQ	6	
PAC	6	
ASBL EU BIOTECH CAMPUS	6	
PROTONW-BE	6	
R.C.A. de Saint-Ghislain	6	
Centre intercommunal de santé du cœur du Hainaut	6	
Augmentation de capital parts E	2.033.426	
Augmentation de capital parts D	221.120	
Reconstitution de capital parts F	138.150	
Actions nominatives		38.150.955

6.8. PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES	Exercice
VENTILATION DE LA RUBRIQUE 164/5 DU PASSIF SI CELLE-CI REPRESENTE UN MONTANT IMPORTANT	
Provision suite à l'explosion au Biopôle	144.000
Provision pour démantèlement d'installations techniques	176.022
Provisions à caractère social	96.573
Provisions pour litiges et actions en cours	800.000

6.9. ETAT DES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION DU PASSIF			
VENTILATION DES DETTES A L'ORIGINE A PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DUREE RESIDUELLE	Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	Dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir	Dettes ayant plus de 5 ans à courir
Dettes financières	20.721.073	82.117.735	158.674.667
Emprunts subordonnés			
Emprunts obligataires non subordonnés			
Dettes de location-financement et assimilées	7.754.340	30.540.267	29.029.423
Etablissements de crédit	196.025	634.100	0
Autres emprunts	12.770.708	50.943.368	129.645.244
Dettes commerciales			
Fournisseurs			
Effets à payer			
Acomptes reçus sur commandes			
Autres dettes			22.517.398
Total	20.721.073	82.117.735	181.192.065

DETTES GARANTIES	Dettes garanties par les pouvoirs publics belges	Dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise
Dettes financières	98.072.412	
Emprunts subordonnés		
Emprunts obligataires non subordonnés		
Dettes de location-financement et assimilées	66.252.033	
Etablissements de crédit		
Autres emprunts	31.820.379	
Dettes commerciales		
Fournisseurs		
Effets à payer		
Acomptes reçus sur commandes		
Autres dettes	22.517.398	
Total	120.589.810	0

DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES	
Impôts (rubrique 450/3 du passif)	
Dettes fiscales échues	
Dettes fiscales non échues	3.846.673
Dettes fiscales estimées	
Rémunérations et charges sociales (rubrique 454/9 du passif)	
Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale	
Autres dettes salariales et sociales	5.856.411

COMPTES DE REGULARISATION	Exercice
Ventilation de la rubrique 492/3 du passif si celle-ci représente un montant important	
Charges à imputer	965.352
Produits à reporter	1.205.480
Etudes en cours (marges potentielles négatives)	1.334.602
Etudes en cours (produits à reporter)	7.410.366

6.10. RESULTATS D'EXPLOITATION	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Chiffre d'affaires net		
Ventilation par catégorie d'activité		
Sect 1 : Gestion de l'eau	29.092.776	31.931.346
Sect 1 : Bureau d'études	30.220.963	33.617.532
Sect 2 : Vente de terrains dans les parcs d'activités économiques	3.469.851	388.509
Sect 3 : Projets d'amélioration en efficacité énergétique	244.248	22.510.412
Produits locatifs	8.217.885	7.695.091
Ventilation par marché géographique (Belgique)	71.245.723	96.142.890
Autres produits d'exploitation		
Subsides d'exploitation et montants compensatoires obtenus des pouvoirs publics	3.006.644	7.422.036
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Travailleurs inscrits au registre du personnel		
Nombre total à la date de clôture	388	379
Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein	380,3	367,5
Nombre d'heures effectivement prestées	573.022	555.818
Frais de personnel		
Rémunérations et avantages sociaux directs	26.939.989	24.733.039
Cotisations patronales d'assurances sociales	9.404.167	8.556.622
Primes patronales pour assurances extralégales	863.979	830.426
Autres frais de personnel	844.156	700.460
Pensions de retraite et de survie		
Provisions pour pensions et obligations similaires		
Dotations (utilisations et reprises)	-1.878.459	-1.556.670
Réductions de valeur		
Sur stocks et commandes en cours		
Actées		91.015
Reprises		
Sur créances commerciales		
Actées	70.660	94.744
Reprises	18.375	202.785
Provisions pour risques et charges		
Constitutions	93.092	315.656
Utilisations et reprises	2.458.370	2.249.635
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	306.113	178.060
Autres	824.148	317.465
Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise		
Nombre total à la date de clôture	11	2
Nombre moyen calculé en équivalents temps plein	8,5	4,2
Nombre d'heures effectivement prestées	16.650	8.306
Frais pour l'entreprise	676.738	376.884

6.11. RESULTATS FINANCIERS	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS FINANCIERS RECURRENTS		
Autres produits financiers		
Subsides accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats		
Subsides en capital	1.447.316	1.303.270
Subsides en intérêts		
Ventilation des autres produits financiers		
Reprise (moins-value) / portefeuille de gestion		
Produits financiers divers et intérêts perçus	328.104	119.385
Produits des financements Calculs Economiques (S3)	1.276.778	1.001.198
CHARGES FINANCIERES RECURRENTES		
Amortissement des frais d'émission d'emprunts et des primes de remboursement		
Intérêts portés à l'actif		442.259
Réductions de valeur sur actifs circulants		
Actées		
Reprises		
Autres charges financières		
Montant de l'escompte à charge de l'entreprise sur la négociation de créances		
Provisions à caractère financier		
Constituées		
Utilisées et reprises		
Ventilation des autres charges financières		
Charges financières diverses	24.536	30.974
Moins-value sur actifs circulants		

6.12. PRODUITS ET CHARGES DE TAILLE OU D'INCIDENCE EXCEPTIONNELLE	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS NON RECURRENTS	45.939	67.081
Produits d'exploitation non récurrents	3.918	2.245
Reprises d'amortissements et réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles		
Reprises de provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles corporelles	3.918	2.180
Autres produits d'exploitation non récurrents		65
Produits financiers non récurrents	42.021	64.836
Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	42.021	64.836
Reprises de provisions pour risques et charges financiers exceptionnels		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations financières		
Autres produits financiers non récurrents		
CHARGES NON RECURRENTES	65.648	
Charges d'exploitation non récurrentes		
Amortissements et réductions de valeur non récurrents sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		
Provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels		
dotations (utilisations)		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles corporelles		
Autres charges d'exploitation non récurrentes		
Charges d'exploitation non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration		
Charges financières non récurrentes	65.648	
Réductions de valeur sur immobilisations financières	65.648	
Provisions pour risques et charges financiers exceptionnels		
dotations (utilisations)		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations financières		
Autres charges financières non récurrentes		
Charges financières non récurrentes portées à l'actif au titre de de frais de restructuration		

6.13. IMPÔTS ET TAXES			
IMPÔTS SUR LE RESULTAT		Exercice	
Impôts sur le résultat de l'exercice		9.469	
Impôts et précomptes dus ou versés			
Excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif			
Suppléments d'impôts estimés		9.469	
Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs			
Suppléments d'impôts dus ou versés			
Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés			
Principales sources de disparité entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes, et le bénéfice taxable estimé		Exercice	
Montant des DNA estimées		911.825	
Réserves (variation des provisions taxées à l'IPM)		-1.941.623	
Montant des RDT utilisés		-7.518.949	
Provisions imposables		53.836	
Subsides en capital (déductibles)		-357.960	
Variation des réductions de valeur et plus value non déductibles		9.419	
Participation bénéficiaire (assimilée rémunération)		-1.278.770	
Sources de latences fiscales		Exercice	
Réserves (provisions taxées à l'IPM avant assujettissement à l'ISOC en 2015)		14.013.110	
Montant des RDT sur l'exercice (11.644.715€) - montant non déduit 2024		7.518.949	
TAXES SUR LA VALEUR AJOUTEE ET IMPOTS A CHARGE DE TIERS		Exercice	Exercice précédent
Taxes sur la valeur ajoutée, portées en compte			
A l'entreprise (déductibles)		9.909.157	14.096.285
Par l'entreprise		23.004.703	24.305.393
Montants retenus à charge de tiers, au titre de			
Précompte professionnel		7.002.853	6.569.857
Précompte mobilier			

6.14. DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN		Exercice
GARANTIES REELLES		
Garantie réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de l'entreprise		
Hypothèques		
Valeur comptable des immeubles grevés		
Montant de l'inscription		
Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription		
Gages sur d'autres actifs - Valeur comptable des actifs gagés		65.746.735
Sûretés constituées sur actifs futurs - Montant des actifs en cause		
ENGAGEMENTS IMPORTANTS D'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS		
SPGE / Leasing lot 4 - option d'achat 5 % (2029)		2.267.967
SPGE / Leasing lot 5 - option d'achat 5 % (2030)		260.868
SPGE / Leasing lot 6 - option d'achat 5 % (2030)		158.967
SPGE / Leasing lot 8 - option d'achat 5 % (2030)		2.143.158
SPGE / Leasing lot 10 - option d'achat 5 % (2034)		1.187.257
SPGE / Leasing lot 11 - option d'achat 5 % (2035)		472.990
SPGE / Leasing lot 14 - option d'achat 5 % (2039)		297.202
SPGE / Leasing lot 17 - option d'achat 5 % (2042)		162.230
CONSEQUENCES FINANCIERES DES OPERATIONS NON INSCRITES AU BILAN		
Un SWAP de taux pour la couverture d'un emprunt initial de 6.341.000 euros		951.150

6.15. RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION						
	Entreprises liées		Entreprises associées		Entreprises avec un lien de participation	
	Exercice	Exercice précédent	Exercice	Exercice précédent	Exercice	Exercice précédent
Immobilisations financières	24.313.120	17.313.120	42.516		133.628.051	133.585.536
Participations	24.313.120	17.313.120	42.516		133.628.051	133.585.536
Créances subordonnées						
Autres créances						
Créances	7.009.655	6.566.101	274.513	340.222		
A plus d'un an						
A un an au plus	7.009.655	6.566.101	274.513	340.222		
Placements de trésorerie						
Actions						
Créances						
Dettes			3.808	7.972		
A plus d'un an						
A un an au plus			3.808	7.972		

6.16. RELATIONS FINANCIERES AVEC	Exercice
LES ADMINISTRATEURS ET GERANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTROLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ENTREPRISE SANS ETRE LIEES A CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTROLEES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES	
Créances sur les personnes précitées	
Conditions principales des créances	
Garanties constituées en leur faveur	
Autres engagements financiers significatifs souscrits en leur faveur	
Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable	
Aux administrateurs et gérants	107.483
Aux anciens administrateurs et anciens gérants	
LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIE (ILS SONT LIES)	
Emoluments du (des) commissaire(s)	26.500
Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)	
Autres missions d'attestation	
Missions de conseils fiscaux	
Autres missions extérieures à la mission révisoriale	
Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)	
Autres missions d'attestation	
Missions de conseils fiscaux	
Autres missions extérieures à la mission révisoriale	

6.17. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES NON EVALUES A LA JUSTE VALEUR							
Catégorie d'instruments financiers dérivés	Risque couvert	spéculation / couverture	Volume	Exercice		Exercice précédent	
				Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
ING-SWAP sur couverture de taux	Couverture de taux d'emprunt nominal de 6.341.000 €	Couverture	951.150	0	43.350	0	57.488

BILAN SOCIAL

ETAT DES PERSONNES OCCUPEES	1. Temps plein (exercice)	2. Temps partiel (exercice)	3. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP) (exercice)	3P. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP) (exercice précédent)
TRAVAILLEURS INSCRITS AU REGISTRE DU PERSONNEL				
Au cours de l'exercice et de l'exercice précédent				
Nombre moyen de travailleurs	348,2	44,1	380,3	367,4
Nombre effectif d'heures prestées	526.828	46.194	573.022	555.818
Frais de personnel	34.566.701	3.485.590	38.052.291	34.820.547

	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
A la date de clôture de l'exercice			
Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel	350	38	378,6
Par type de contrat de travail			
Contrat à durée indéterminée	343	37	370,8
Contrat à durée déterminée	7	1	7,8
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini			
Contrat de remplacement			
Par sexe			
Hommes	230	24	248
Femmes	120	14	130,6
Par catégorie professionnelle			
Personnel de direction	18		18,0
Employés	281	35	308,2
Ouvriers	51	3	52,4
Autres			

TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
ENTREES			
Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel au cours de l'exercice	43	1	43,6
SORTIES			
Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite au registre du personnel au cours de l'exercice	28	6	32,2

RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE	Hommes	Femmes
Initiatives en matière de formation professionnelle à charge de l'employeur		
Nombre de travailleurs concernés	151	84
Nombre d'heures de formation suivies	2.196	1.547
Coût net pour l'entreprise	59.075	41.665

RÈGLES D'ÉVALUATION

INTRODUCTION

Les règles d'évaluation sont établies conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des Sociétés remplacé par l'arrêté royal d'exécution du Code des Sociétés et des Associations.

1. Frais d'établissement

Les frais d'établissement et de constitution sont pris en charge sur l'exercice.

2. Immobilisations incorporelles

Les acquisitions sont portées à l'actif du bilan pour leur valeur d'acquisition. Elles font l'objet d'amortissements dont la règle est la suivante :

<u>Rubrique</u>	<u>Durée d'amortissement</u>
Logiciels	3 ans

3. Immobilisations corporelles

Elles sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition.

Les amortissements sont pratiqués en fonction des règles d'amortissements suivantes :

<u>Rubrique</u>	<u>Durée d'amortissement</u>
Terrains	néant
Bâtiments (travaux, honoraires)	33 ans
Entretien bâtiments (gros travaux de rénovation)	20 ans
Entretien bâtiments (travaux de rénovation)	15 ans
Entretien bâtiments (petits travaux de rénovation)	10 ans
Gros mobilier de bureau	10 ans
Petit mobilier de bureau	5 ans
Matériel roulant	5 ans
Matériel informatique	3 ans

Remarques :

- En ce qui concerne les bâtiments, le transfert de la rubrique « Immobilisations en cours » aux diverses rubriques « Immobilisations corporelles » est effectué au moment de la réception provisoire. Les amortissements sont calculés prorata temporis, à partir du mois de cette réception provisoire.
- En ce qui concerne les bâtiments et ouvrages d'assainissement faisant l'objet d'un contrat de leasing, ils sont amortis au même rythme que le plan de remboursement en capital repris audit contrat (amortissement financier).
- Les plus-values de réévaluation sur les immobilisations corporelles font l'objet d'un amortissement débutant au 1^{er} janvier de l'exercice qui suit la comptabilisation au passif du bilan.
- Les immobilisations corporelles incluent la valorisation au prix du marché des prestations intersectorielles qui sont comptabilisées au travers de la production immobilisée.

4. Immobilisations financières

A. Entreprises liées

Les participations sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition.

La valeur de la participation est revue chaque année en tenant compte de la valeur de l'actif net au 31 décembre de l'année précédente.

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale ou à leur prix d'acquisition.

Elles font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value ou de dépréciations durables.

B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation

Les participations sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition.

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale ou à leur prix d'acquisition.

Elles font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value ou de dépréciations durables.

C. Autres immobilisations financières

Les actions et parts sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition.

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale ou à leur prix d'acquisition.

Elles font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value ou de dépréciations durables.

5. Stocks et commandes en cours d'exécution

Ils sont constitués de la valeur en prix de revient ou de la valeur de marché si le prix de revient lui est supérieur.

A. Terrains

Les ventes de terrains sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel le compromis de vente a été signé.

B. Immeubles (repris dans la zone d'exposition au bruit de l'aéroport de Charleroi)

Les immeubles acquis dans ladite zone sont comptabilisés à la date de signature de l'acte de vente et non au moment du compromis de vente, au vu de la spécificité de ce secteur. Ce principe de comptabilisation a été maintenu jusqu'à la fin de la convention au 31 décembre de l'exercice 2019. Les opérations de ventes postérieures à la fin de la convention seront comptabilisées quant à elles à la date du compromis de vente.

De plus, la valeur du stock d'immeubles est ajustée systématiquement à une valeur minimum estimée de revente, fixée de commun accord avec la SOWAER.

Des réductions de valeur seront portées en compte dès lors que des immeubles seront démolis ou à démolir.

C. Terrains et infrastructures sur nos parcs d'activités économiques

Ils sont constitués de la valeur en prix de revient ou de la valeur de marché si le prix de revient lui est supérieur. Les subsides afférents aux infrastructures et aux acquisitions sont portés à l'actif en déduction des coûts d'acquisitions et des travaux relatifs à ces infrastructures et terrains. Pour les nouveaux parcs d'activités, le montant des études et des prestations préalables au développement du parc est porté à l'actif.

En fin d'exercice, les stocks sont valorisés sur base de leur coût complet en prenant en compte l'ensemble des charges directes associées ainsi que la valorisation des prestations y afférentes qui, elles, sont calculées sur base d'un taux horaire complet.

Les stocks sont ajustés et font l'objet d'écritures aux comptes de régularisations sur base de l'estimation des travaux restant à réaliser.

Les stocks incluent également la valorisation au prix du marché des prestations intersectorielles.

Les réductions de valeur éventuelles seront portées en compte de résultat s'il appert que l'estimation du prix de revient final devenait supérieure à la valeur de marché.

Les nouveaux parcs d'activités pour lesquels les estimations de prix de revient peuvent être sujettes à une révision importante ou pour lesquels l'état d'avancement du projet n'est pas suffisamment abouti feront l'objet d'une information dans le rapport de gestion sur les réductions de valeurs probables, sans pour autant être reprises systématiquement au niveau du compte de résultat. Une évaluation du risque sera opérée chaque année.

6. Créances à plus d'un an et créances à un an au plus

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Une réduction de valeur appropriée est opérée sur toutes les créances qui présentent une moins-value durable à la clôture de l'exercice.

7. Placements de trésorerie et valeurs disponibles

Les titres de placement sont portés à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition, frais accessoires exclus.

A la clôture de l'exercice, ils font l'objet de réductions de valeur, si la valeur estimée est inférieure à la valeur comptable.

8. Provisions pour risques et charges

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration, statuant avec prudence, sincérité et bonne foi, examine les provisions à constituer pour couvrir les risques, charges et pertes prévisibles, nés au cours de l'exercice et des exercices antérieurs.

Les provisions constituées lors des exercices antérieurs sont régulièrement revues. Les excédents éventuels, devenus sans objet, sont transférés au résultat.

Toute provision constituée dans le cadre d'un dossier spécifique sera systématiquement transférée au résultat après 10 ans pour autant qu'aucun élément nouveau ou majeur ne soit apparu dans le dossier.

La provision relative aux cotisations de responsabilisation ONSSAPL a été constituée en 2011 sur base d'un calcul d'actualisation des pensions futures du personnel statutaire avec les hypothèses suivantes :

- Période : 2012-2050 ;
- Décès : 85 ans pour les hommes et 90 ans pour les femmes. Idem pour les ayants droit ;
- Départ à la retraite : dès que légalement possible (combinaison âge minimum et/ou carrière minimum) ;
- Taux d'indexation annuel : 2 % l'an.

Depuis 2016, la provision n'est plus actualisée et est mouvementée sur base des montants pris en charge sur l'exercice en fonction des factures reçues de l'ONSSAPL.

9. Dettes à plus d'un an

Dans le cadre des investissements d'amélioration en efficacité énergétique réalisés pour les Villes et Communes associées du Secteur 3, le montant des restitutions en capital est comptabilisé en « Autres dettes long terme ». Ces restitutions ne font pas l'objet de mouvement financier et doivent, à terme, être recapitalisées conformément aux avenants qui découlent des conventions-cadres.

10. Subsidés en capital

Les subsidés en capital obtenus sont comptabilisés à leur valeur nominale. Ils sont pris au compte de résultats au même rythme que les amortissements pratiqués pour les investissements correspondants.

11. Comptes de régularisation

Projets Bureau d'études

En fin d'exercice, les études sont valorisées sur base de leur coût complet en prenant en compte l'ensemble des charges directes associées à chaque projet ainsi que la valorisation des prestations y afférentes qui, elles, sont calculées sur base d'un taux horaire complet moyen. Sur cette base, la marge estimée par projet est calculée au prorata de l'avancement et les comptes de régularisation reprennent donc la différence entre la marge ainsi estimée par projet et la marge déjà facturée à la clôture de l'exercice.

En fin d'exercice, les études sont donc ajustées globalement comme expliqué ci-dessus et font l'objet d'écritures aux comptes de régularisations comme suit :

- soit à l'actif du bilan, en produits acquis, pour les projets présentant une marge potentielle positive ;
- soit au passif du bilan, en charges à imputer, pour les projets présentant une marge potentielle négative, à concurrence du montant intégral de la perte présumée.

AUTRES INFORMATIONS

Regroupement intersectoriel

Les opérations de consolidation suivantes sont effectuées :

- reclassement de produits intersectoriels, concernant des immobilisations en cours, de la rubrique chiffre d'affaires vers la rubrique production immobilisée ;
- compensation des produits et des charges d'exploitation afférents aux opérations intersectorielles ;
- compensation des produits et des charges financières afférents aux opérations intersectorielles ;
- compensation des créances et des dettes réciproques aux quatre secteurs ;
- reclassement des immobilisations financières en fonction des participations globalement détenues par l'intercommunale.

BILAN ET COMPTE DE RÉSULTATS PAR SECTEUR

SECTEUR 1

ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Frais d'établissement	20		
ACTIFS IMMOBILISÉS	21/28	90.864.875	96.239.165
II. Immobilisations incorporelles	21	220.932	272.092
III. Immobilisations corporelles	22/27	74.712.420	81.488.294
A. Terrains et constructions	22	143.660	143.660
B. Installations, machines et outillage	23	3.293.509	3.880.630
C. Mobilier et matériel roulant	24	566.621	661.343
D. Location-financement et droits similaires	25	66.252.032	72.298.047
E. Autres immobilisations corporelles	26	4.456.598	4.504.614
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27		
IV. Immobilisations financières	28	15.931.523	14.478.779
A. Entreprises liées	280/1		
1. Participations	280		
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3		
1. Participations	282		
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8	15.931.523	14.478.779
1. Actions et parts	284	15.910.969	14.458.225
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8	20.554	20.554
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	60.250.260	54.148.022
V. Créances à plus d'un an	29	2.640.683	3.866.405
A. Créances commerciales	290		
B. Autres créances	291	2.640.683	3.866.405
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	1.668.407	1.216.367
A. Stocks	30/36	52.755	43.475
1. Approvisionnements	30/31	52.755	43.475
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35		
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37	1.615.652	1.172.892
VII. Créances à un an au plus	40/41	38.807.138	40.645.408
A. Créances commerciales	40	16.739.253	19.699.246
B. Autres créances	41	22.067.885	20.946.162
VIII. Placements de trésorerie	50/53	1.729.427	2.101.005
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53	1.729.427	2.101.005
IX. Valeurs disponibles	54/58	14.276.538	5.570.295
X. Comptes de régularisation	490/1	1.128.067	748.542
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	151.115.135	150.387.187

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	39.587.076	38.027.987
I. Apport	10/11	16.446.352	14.831.938
Disponible	110	16.421.552	14.807.138
Indisponible	111	24.800	24.800
II. Plus-values de réévaluation	12		
III. Réserves	13	18.314.143	18.314.143
A. Réserves indisponibles	130/1	42.776	42.776
1. Réserves statutairement indisponibles	1311	42.776	42.776
2. Acquisition d'actions propres	1312		
3. Soutien financier	1313		
4. Autres	1319		
B. Réserves immunisées	132		
C. Réserves disponibles	133	18.271.367	18.271.367
IV. Bénéfice reporté	140	1.429.339	872.085
Perte reportée (-)	141		
V. Subsidés en capital	15	3.397.242	4.009.821
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	11.216.146	13.153.968
VI. A. Provisions pour risques et charges	160/5	11.216.146	13.153.968
1. Pensions et obligations similaires	160	10.154.675	11.606.724
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Obligations environnementales	163		
5. Autres risques et charges	164/5	1.061.471	1.547.244
B. Impôts différés	168		
DETTES	17/49	100.311.913	99.205.232
VII. Dettes à plus d'un an	17	60.203.790	66.908.560
A. Dettes financières	170/4	60.203.790	66.908.560
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172	59.569.690	65.957.410
4. Etablissements de crédit	173	634.100	951.150
5. Autres emprunts	174		
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9		
VIII. Dettes à un an au plus	42/48	30.148.562	27.723.358
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	6.999.393	6.657.689
B. Dettes financières	43		
1. Etablissements de crédit	430/8		
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44	4.633.082	6.872.583
1. Fournisseurs	440/4	4.633.082	6.872.583
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46	1.605.760	1.555.897
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	9.502.601	8.178.170
1. Impôts	450/3	3.646.190	3.041.838
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	5.856.411	5.136.332
F. Autres dettes	47/48	7.407.726	4.459.019
IX. Comptes de régularisation	492/3	9.959.561	4.573.314
TOTAL DU PASSIF	10/49	151.115.135	150.387.187

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A	74.278.062	80.953.917
A. Chiffre d'affaires	70	70.346.174	77.717.227
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71	442.761	42.524
C. Production immobilisée	72		
D. Autres produits d'exploitation	74	3.485.209	3.191.986
E. Produits d'exploitation non récurrents	76A	3.918	2.180
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A	70.107.627	76.941.536
A. Approvisionnements et marchandises	60	8.826.617	15.761.443
1. Achats	600/8	8.835.896	15.770.647
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609	(9.279)	(9.204)
B. Services et biens divers	61	14.428.500	17.065.573
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62	38.052.291	34.820.547
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630	7.817.336	7.856.164
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -)	631/4	8.914	71.944
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -)	635/8	(1.937.822)	(1.248.388)
G. Autres charges d'exploitation	640/8	2.911.791	2.614.253
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes	66A		
2. Créances et cautionnements en numéraire	70/66A	4.170.435	4.012.381
Perte d'exploitation (-)	66A/70		
IV. Produits financiers	75/76B	1.574.617	1.690.064
A. Produits financiers récurrents	75	1.574.617	1.690.064
1. Produits des immobilisations financières	750	2.606	2.369
2. Produits des actifs circulants	751	959.016	1.073.686
3. Autres produits financiers	752/9	612.995	614.009
B. Produits financiers non récurrents	76B		
V. Charges financières	65/66B	3.899.559	4.188.384
A. Charges financières récurrentes	65	3.899.559	4.188.384
1. Charges des dettes	650	3.894.543	4.183.555
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651		
3. Autres charges financières	652/9	5.016	4.829
B. Charges financières non récurrentes	66B		
VI. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)	70/66B	1.845.493	1.514.061
Perte de l'exercice avant impôts (-)	66B/70		
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+)	780		
B. Transfert aux impôts différés (-)	680		
VII. Impôts sur le résultat (-)/(+) (annexe 6.13)	67/77	(9.469)	(3.203)
A. Impôts (-)	670/3	(9.469)	(3.203)
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
VIII. Bénéfice de l'exercice (+)	70/67	1.836.024	1.510.858
Perte de l'exercice (-)	67/70		
IX. Prélèvement sur les réserves immunisées (+)	789		
Transfert aux réserves immunisées (-)	689		
X. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)	(70/68)	1.836.024	1.510.858
Perte de l'exercice à affecter (-)	(68/70)		

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69	2.708.109	2.032.210
Perte à affecter (-)	69/70		
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	1.836.024	1.510.858
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70		
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790	872.085	521.352
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2		
1. sur l'apport	791		
2. sur les réserves	792		
C. Affectations aux capitaux propres	691/2		
1. à l'apport	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921		
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693	1.429.339	872.085
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/7	(1.278.770)	(1.160.125)
2. Créances et cautionnements en numéraire	694		
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Travailleurs	696	1.278.770	1.160.125
4. Autres allocataires	697		

SECTEUR 2

ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Frais d'établissement	20		
ACTIFS IMMOBILISES	21/28	164.836.425	151.825.322
II. Immobilisations incorporelles	21		
III. Immobilisations corporelles	22/27	131.443.229	125.474.641
A. Terrains et constructions	22	19.890.574	20.365.174
B. Installations, machines et outillage	23	50.935	54.095
C. Mobilier et matériel roulant	24	3.253	37.079
D. Location-financement et droits similaires	25		
E. Autres immobilisations corporelles	26	93.169.130	96.061.285
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27	18.329.337	8.957.008
IV. Immobilisations financières	28	33.393.196	26.350.681
A. Entreprises liées	280/1	24.313.120	17.313.120
1. Participations	280	24.313.120	17.313.120
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	1.330.426	1.287.911
1. Participations	282	1.330.426	1.287.911
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8	7.749.650	7.749.650
1. Actions et parts	284	7.749.553	7.749.553
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8	97	97
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	203.585.355	195.009.470
V. Créances à plus d'un an	29	29.330.891	31.739.883
A. Créances commerciales	290		
B. Autres créances	291	29.330.891	31.739.883
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	71.381.056	66.973.186
A. Stocks	30/36	71.381.056	66.973.186
1. Approvisionnements	30/31		
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35	71.381.056	66.973.186
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37		
VII. Créances à un an au plus	40/41	85.463.687	89.934.577
A. Créances commerciales	40	3.469.689	5.824.963
B. Autres créances	41	81.993.998	84.109.614
VIII. Placements de trésorerie	50/53	1.706	332.738
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53	1.706	332.738
IX. Valeurs disponibles	54/58	16.877.401	5.842.410
X. Comptes de régularisation	490/1	530.614	186.676
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	368.421.780	346.834.792

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	125.117.635	116.507.357
I. Apport	10/11	531.687	531.687
Disponible	110	506.056	506.056
Indisponible	111	25.631	25.631
II. Plus-values de réévaluation	12		
III. Réserves	13	1.170.226	2.772.218
A. Réserves indisponibles	130/1	677.469	677.469
1. Réserves statutairement indisponibles	1311	677.469	677.469
2. Acquisition d'actions propres	1312		
3. Soutien financier	1313		
4. Autres	1319		
B. Réserves immunisées	132		
C. Réserves disponibles	133	492.757	2.094.749
IV. Bénéfice reporté	140		1.500.000
Perte reportée (-)	141		
V. Subsides en capital	15	123.415.722	111.703.452
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	3.535.994	3.963.450
VI. A. Provisions pour risques et charges	160/5	3.535.994	3.963.450
1. Pensions et obligations similaires	160	3.380.870	3.807.280
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Obligations environnementales	163		
5. Autres risques et charges	164/5	155.124	156.170
B. Impôts différés	168		
DETTES	17/49	239.768.151	226.363.985
VII. Dettes à plus d'un an	17	179.363.657	144.279.262
A. Dettes financières	170/4	158.466.552	124.551.793
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172		
4. Etablissements de crédit	173		
5. Autres emprunts	174	158.466.552	124.551.793
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9	20.897.105	19.727.469
VIII. Dettes à un an au plus	42/48	59.519.445	80.781.505
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	12.770.708	11.276.065
B. Dettes financières	43	13.500.000	39.750.000
1. Etablissements de crédit	430/8	13.500.000	39.750.000
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44	6.227.108	8.207.498
1. Fournisseurs	440/4	6.227.108	8.207.498
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46	16.085.258	4.687.476
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	200.483	228.857
1. Impôts	450/3	200.483	228.857
2. Rémunérations et charges sociales	454/9		
F. Autres dettes	47/48	10.735.888	16.631.609
IX. Comptes de régularisation	492/3	885.049	1.303.218
TOTAL DU PASSIF	10/49	368.421.780	346.834.792

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A	28.857.966	51.381.535
A. Chiffre d'affaires	70	13.442.518	9.751.337
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71	3.782.515	27.882.206
C. Production immobilisée	72	2.484.822	1.575.191
D. Autres produits d'exploitation	74	9.148.111	12.172.736
E. Produits d'exploitation non récurrents	76A		65
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A	30.160.048	53.334.244
A. Approvisionnements et marchandises	60	5.055.171	28.749.424
1. Achats	600/8	5.055.171	28.749.424
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609		
B. Services et biens divers	61	17.724.389	18.276.084
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62		
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630	5.801.282	5.364.043
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -)	631/4	43.370	(88.970)
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -)	635/8	(427.456)	(685.591)
G. Autres charges d'exploitation	640/8	1.963.292	1.719.254
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes	66A		
III. Bénéfice d'exploitation (+)	70/64		
Perte d'exploitation (-)	64/70	(1.302.082)	(1.952.709)
IV. Produits financiers	75/76b	1.955.042	1.594.894
A. Produits financiers récurrents	75	1.913.021	1.530.058
1. Produits des immobilisations financières	750	339.889	236.750
2. Produits des actifs circulants	751	47.124	44.749
3. Autres produits financiers	752/9	1.526.008	1.248.559
B. Produits financiers non récurrents	76B	42.021	64.836
V. Charges financières	65/66B	3.754.952	3.088.161
A. Charges financières récurrentes	65	3.689.304	3.088.161
1. Charges des dettes	650	3.669.790	3.062.027
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651		
3. Autres charges financières	652/9	19.514	26.134
B. Charges financières non récurrentes	66B	65.648	
VI. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)	70/65		
Perte de l'exercice avant impôts (-)	65/70	(3.101.992)	(3.445.976)
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+)	780		
B. Transfert aux impôts différés (-)	680		
X. Impôts sur le résultat (-)/(+)	67/77		
A. Impôts (-)	670/3		
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
XI. Bénéfice de l'exercice (+)	70/67		
Perte de l'exercice (-)	67/70	(3.101.992)	(3.445.976)
XII. Prélèvement sur les réserves immunisées (+)	789		421.000
Transfert aux réserves immunisées (-)	689		
XIII. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)	(70/68)		
Perte de l'exercice à affecter (-)	(68/70)	(3.101.992)	(3.024.976)

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69		
Perte à affecter (-)	69/70	(1.601.992)	(1.524.976)
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68		
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70	(3.101.992)	(3.024.976)
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790	1.500.000	1.500.000
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2	1.601.992	3.024.076
1. sur l'apport	791		
2. sur les réserves	792	1.601.992	3.024.076
C. Affectations aux capitaux propres	691/2		
1. à l'apport	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921		
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693		1.500.000
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/7		
1. Rémunération de l'apport	694		
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Travailleurs	696		
4. Autres allocataires	697		

SECTEUR 3

ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Frais d'établissement	20		
ACTIFS IMMOBILISES	21/28	132.297.625	132.297.625
II. Immobilisations incorporelles	21		
III. Immobilisations corporelles	22/27		
A. Terrains et constructions	22		
B. Installations, machines et outillage	23		
C. Mobilier et matériel roulant	24		
D. Location-financement et droits similaires	25		
E. Autres immobilisations corporelles	26		
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27		
IV. Immobilisations financières	28	132.297.625	132.297.625
A. Entreprises liées	280/1		
1. Participations	280		
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	132.297.625	132.297.625
1. Participations	282	132.297.625	132.297.625
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8		
1. Actions et parts	284		
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8		
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	38.120.446	34.158.299
V. Créances à plus d'un an	29	24.505.424	25.078.873
A. Créances commerciales	290	24.505.424	25.078.873
B. Autres créances	291		
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	8.475.180	4.107.643
A. Stocks	30/36		
1. Approvisionnements	30/31		
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35		
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37	8.475.180	4.107.643
VII. Créances à un an au plus	40/41	3.950.527	2.308.459
A. Créances commerciales	40	3.538.619	1.913.151
B. Autres créances	41	411.908	395.308
VIII. Placements de trésorerie	50/53	0	0
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53		
IX. Valeurs disponibles	54/58	469.407	2.191.044
X. Comptes de régularisation	490/1	719.908	472.280
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	170.418.071	166.455.924

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	131.073.973	132.183.622
I. Apport	10/11	122.657.175	122.519.025
Disponible	110	122.657.175	122.519.025
Indisponible	111		
II. Plus-values de réévaluation	12		
III. Réserves	13	8.416.798	9.664.597
A. Réserves indisponibles	130/1		
1. Réserves statutairement indisponibles	1311		
2. Acquisition d'actions propres	1312		
3. Soutien financier	1313		
4. Autres	1319		
B. Réserves immunisées	132		
C. Réserves disponibles	133	8.416.798	9.664.597
IV. Bénéfice reporté	140		
Perte reportée (-)	141		
V. Subsidés en capital	15		
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16		
VI. A. Provisions pour risques et charges	160/5		
1. Pensions et obligations similaires	160		
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Obligations environnementales	163		
5. Autres risques et charges	164/5		
B. Impôts différés	168		
DETTES	17/49	39.344.098	34.272.302
VII. Dettes à plus d'un an	17	25.226.298	26.436.468
A. Dettes financières	170/4	23.606.006	24.678.003
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172		
4. Etablissements de crédit	173		
5. Autres emprunts	174	23.606.006	24.678.003
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9	1.620.292	1.758.465
VIII. Dettes à un an au plus	42/48	13.828.771	7.534.339
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	1.071.997	1.045.941
B. Dettes financières	43		
1. Etablissements de crédit	430/8		
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44	841.862	130.658
1. Fournisseurs	440/4	841.862	130.658
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46		
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45		
1. Impôts	450/3		
2. Rémunérations et charges sociales	454/9		
F. Autres dettes	47/48	11.914.912	6.357.740
IX. Comptes de régularisation	492/3	289.029	301.495
TOTAL DU PASSIF	10/49	170.418.071	166.455.924

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A	4.613.133	3.174.704
A. Chiffre d'affaires	70	244.248	22.510.412
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71	4.367.537	(19.337.241)
C. Production immobilisée	72		
D. Autres produits d'exploitation	74	1.348	1.533
E. Produits d'exploitation non récurrents	76A		
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A	4.981.218	3.445.192
A. Approvisionnements et marchandises	60	4.158.498	2.340.194
1. Achats	600/8	4.158.498	2.340.194
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609		
B. Services et biens divers	61	822.720	1.104.998
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62		
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630		
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -)	631/4		
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -)	635/8		
G. Autres charges d'exploitation	640/8		
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes	66A		
III. Bénéfice d'exploitation (+)	70/66A		
Perte d'exploitation (-)	66A/70	(368.085)	(270.488)
IV. Produits financiers	75/76B	12.921.493	15.519.188
A. Produits financiers récurrents	75	12.921.493	15.519.188
1. Produits des immobilisations financières	750	11.644.715	14.517.990
2. Produits des actifs circulants	751		
3. Autres produits financiers	752/9	1.276.778	1.001.198
B. Produits financiers non récurrents	76B		
V. Charges financières	65/66B	1.127.341	922.424
A. Charges financières récurrentes	65	1.127.341	922.424
1. Charges des dettes	650	1.127.336	922.412
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651		
3. Autres charges financières	652/9	5	12
B. Charges financières non récurrentes	66B		
VI. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)	70/66B	11.426.067	14.326.276
Perte de l'exercice avant impôts (-)	66B/70		
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+)	780		
B. Transfert aux impôts différés (-)	680		
VII. Impôts sur le résultat (-)/(+) (annexe 6.13)	67/77		
A. Impôts (-)	670/3		
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
VIII. Bénéfice de l'exercice (+)	70/67	11.426.067	14.326.276
Perte de l'exercice (-)	67/70		
IX. Prélèvement sur les réserves immunisées (+)	789		
Transfert aux réserves immunisées (-)	689		
X. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)	(70/68)	11.426.067	14.326.276
Perte de l'exercice à affecter (-)	(68/70)		

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69	11.426.067	14.326.276
Perte à affecter (-)	69/70		
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	11.426.067	14.326.276
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70		
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790		
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2	1.247.799	
1. sur l'apport	791		
2. sur les réserves	792	1.247.799	
C. Affectations aux capitaux propres	691/2		(1.652.411)
1. à l'apport	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921		1.652.411
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693		
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/7	(12.673.866)	(12.673.866)
1. Rémunération de l'apport	694	12.673.866	12.673.866
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Travailleurs	696		
4. Autres allocataires	697		

SECTEUR 4

ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Frais d'établissement	20		
ACTIFS IMMOBILISES	21/28		
II. Immobilisations incorporelles	21		
III. Immobilisations corporelles	22/27		
A. Terrains et constructions	22		
B. Installations, machines et outillage	23		
C. Mobilier et matériel roulant	24		
D. Location-financement et droits similaires	25		
E. Autres immobilisations corporelles	26		
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27		
IV. Immobilisations financières	28		
A. Entreprises liées	280/1		
1. Participations	280		
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3		
1. Participations	282		
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8		
1. Actions et parts	284		
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8		
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	138.447	138.447
V. Créances à plus d'un an	29	0	0
A. Créances commerciales	290		
B. Autres créances	291		
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	0	0
A. Stocks	30/36		
1. Approvisionnements	30/31		
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35		
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37		
VII. Créances à un an au plus	40/41	28	48
A. Créances commerciales	40		
B. Autres créances	41	28	48
VIII. Placements de trésorerie	50/53	0	0
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53		
IX. Valeurs disponibles	54/58	138.419	138.399
X. Comptes de régularisation	490/1		
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	138.447	138.447

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	138.447	138.447
I. Apport	10/11	2.802	2.802
Disponible	110	2.802	2.802
Indisponible	111		
II. Plus-values de réévaluation	12		
III. Réserves	13	135.645	135.645
A. Réserves indisponibles	130/1	989	989
1. Réserves statutairement indisponibles	1311	989	989
2. Acquisition d'actions propres	1312		
3. Soutien financier	1313		
4. Autres	1319		
B. Réserves immunisées	132		
C. Réserves disponibles	133	134.656	134.656
IV. Bénéfice reporté	140		
Perte reportée (-)	141		
V. Subsidés en capital	15		
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16		
VI. A. Provisions pour risques et charges	160/5		
1. Pensions et obligations similaires	160		
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Obligations environnementales	163		
5. Autres risques et charges	164/5		
B. Impôts différés	168		
DETTES	17/49		
VII. Dettes à plus d'un an	17		
A. Dettes financières	170/4		
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172		
4. Etablissements de crédit	173		
5. Autres emprunts	174		
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9		
VIII. Dettes à un an au plus	42/48		
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42		
B. Dettes financières	43		
1. Etablissements de crédit	430/8		
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44		
1. Fournisseurs	440/4		
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46		
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45		
1. Impôts	450/3		
2. Rémunérations et charges sociales	454/9		
F. Autres dettes	47/48		
IX. Comptes de régularisation	492/3		
TOTAL DU PASSIF	10/49	138.447	138.447

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A		
A. Chiffre d'affaires	70		
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71		
C. Production immobilisée	72		
D. Autres produits d'exploitation	74		
E. Produits d'exploitation non récurrents	76A		
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A		
A. Approvisionnements et marchandises	60		
1. Achats	600/8		
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609		
B. Services et biens divers	61		
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62		
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630		
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -)	631/4		
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -)	635/8		
G. Autres charges d'exploitation	640/8		
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes	66A		
III. Bénéfice d'exploitation (+)	70/66A		
Perte d'exploitation (-)	66A/70		
IV. Produits financiers	75/76B		
A. Produits financiers récurrents	75		
1. Produits des immobilisations financières	750		
2. Produits des actifs circulants	751		
3. Autres produits financiers	752/9		
B. Produits financiers non récurrents	76B		
V. Charges financières	65/66B		
A. Charges financières récurrentes	65		
1. Charges des dettes	650		
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651		
3. Autres charges financières	652/9		
B. Charges financières non récurrentes	66B		
VI. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)	70/66B		
Perte de l'exercice avant impôts (-)	66B/70		
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+)	780		
B. Transfert aux impôts différés (-)	680		
VII. Impôts sur le résultat (-)/(+) (annexe 6.13)	67/77		
A. Impôts (-)	670/3		
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
VIII. Bénéfice de l'exercice (+)	70/67		
Perte de l'exercice (-)	67/70		
IX. Prélèvement sur les réserves immunisées (+)	789		
Transfert aux réserves immunisées (-)	689		
X. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)	(70/68)		
Perte de l'exercice à affecter (-)	(68/70)		

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69		
Perte à affecter (-)	69/70		
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68		
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70		
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790		
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2		
1. sur l'apport	791		
2. sur les réserves	792		
C. Affectations aux capitaux propres	691/2		
1. à l'apport	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921		
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693		
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/7		
1. Rémunération de l'apport	694		
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Travailleurs	696		
4. Autres allocataires	697		

RAPPORT DU COMMISSAIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES COOPÉRATEURS DE L'INTERCOMMUNALE POUR LA GESTION ET LA RÉALISATION D'ÉTUDES TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES SC SUR LES COMPTES ANNUELS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024



DGST & Partners

Réviseurs d'entreprises

Bureaux à Bruxelles, Namur et Verviers
Avenue E. Van Becelaere 28A/71 - 1170 Bruxelles
Internet : www.dgst.be – RPM BRUXELLES/TVA : BE 0458 736 952

RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DE LA SOCIETE INTERCOMMUNALE POUR LA GESTION ET LA RÉALISATION D'ETUDES TECHNIQUES ET ECONOMIQUES SC POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

BOULEVARD PIERRE MAYENCE 1 – 6000 CHARLEROI
BE 0201.741.786

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de votre société INTERCOMMUNALE POUR LA GESTION ET LA RÉALISATION D'ETUDES TECHNIQUES ET ECONOMIQUES SC (la « société »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur l'audit des comptes annuels ainsi que notre rapport sur les autres obligations légales et réglementaires. Ces rapports constituent un ensemble et sont inséparables.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 28 juin 2022, conformément à la proposition de l'organe d'administration. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2024. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de la société durant 3 exercices consécutifs.

Rapport sur l'audit des comptes annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la société INTERCOMMUNALE POUR LA GESTION ET LA RÉALISATION D'ETUDES TECHNIQUES ET ECONOMIQUES SC, comprenant le bilan au 31 décembre 2024, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à € 667.042.830 et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de € 10.160.099.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société au 31 décembre 2024, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la société, les explications et informations requises pour notre audit.



Michel LECOQ
DGST & Partners SRL

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de l'organe de gestion relatives aux comptes annuels

L'organe de gestion est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe de gestion d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe de gestion a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de la société ni quant à l'efficacité ou l'efficacité avec laquelle l'organe d'administration a mené ou mènera les affaires de la société. Nos responsabilités relatives à l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation sont décrites ci-après.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut

Siège d'exploitation : Rue de la Concorde 27 à 4800 VERVIERS
Tél : 0032 87 32 14 67
Courriel : verviers@dgst.be

GGI
INDEPENDENT MEMBER



Michel LECOQ
DGST & Partners SRL

- impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société;
 - nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, de même que des informations fournies les concernant par cette dernière;
 - nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe de gestion du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la société à cesser son exploitation;
 - nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons à l'organe de gestion notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes relevées lors de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de l'organe de gestion

L'organe de gestion est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion, des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des Sociétés et Associations et des statuts de la société.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire (Révisée) aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion, certains documents à déposer

Siège d'exploitation : Rue de la Concorde 27 à 4800 VERVIERS
Tél : 0032 87 32 14 67
Courriel : verviers@dgst.be

GGi
INDEPENDENT MEMBER



Michel LECOQ
DGST & Partners SRL

conformément aux dispositions légales et réglementaires, et le respect de certaines dispositions du Code des Sociétés et Associations, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion

A notre avis, à l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice, d'une part, et a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des Sociétés et Associations, d'autre part.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur le rapport de gestion.

Mention relative au bilan social

Le bilan social, à déposer à la Banque nationale de Belgique conformément à l'article 3:12, § 1^{er}, 8^o du Code des Sociétés et Associations, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par ce Code, et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous disposons dans le cadre de notre mandat.

Mentions relatives à l'indépendance

- Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis de la société au cours de notre mandat.
- Les honoraires relatifs aux missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des comptes annuels visées à l'article 3:65 du Code des Sociétés et Associations ont correctement été ventilés et valorisés dans l'annexe des comptes annuels.

Autres mentions

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Nous confirmons avoir exécuté la mission visée à l'article 6:115 du Code des Sociétés et des Associations pour la distribution de dividende de juin 2023 et décembre 2023.

Siège d'exploitation : Rue de la Concorde 27 à 4800 VERVIERS
Tél : 0032 87 32 14 67
Courriel : verviers@dgst.be



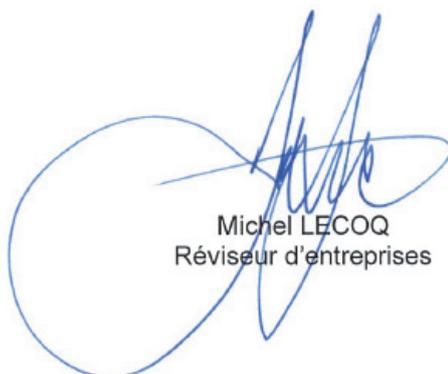


Michel LECOQ
DGST & Partners SRL

- Nous n'avons pas connaissance d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des Sociétés et Associations qui devrait être mentionnée dans notre rapport.
- Aucune décision de l'organe de gestion n'a donné lieu à une procédure de conflit d'intérêt.

Fait à Verviers, le 16 mai 2025

La SRL "DGST & Partners - Réviseurs d'entreprises",
Commissaire, Représentée par



Michel LECOQ
Réviseur d'entreprises

Siège d'exploitation : Rue de la Concorde 27 à 4800 VERVIERS
Tél : 0032 87 32 14 67
Courriel : verviers@dgst.be



GGi
INDEPENDENT MEMBER

INFORMATIONS

Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes Techniques et Economiques

Société Coopérative
Association de communes

TVA BE 0 201 741 786 - RPM CHARLEROI

IGRETEC EST CERTIFIEE ISO 9001. LA PLUPART DES STATIONS D'EPURATION SONT
CERTIFIEES ISO 14001 ET ENREGISTREES EMAS.

Rapport annuel :

Notre rapport annuel est publié sur www.igretec.com au format PDF.

IGRETEC
Boulevard Mayence 1
6000 Charleroi
Tél. : 071/20.28.11
Fax : 071/33.42.36
<http://www.igretec.com>

Contact

Jean-François MINET
Chef du Service Finances et Comptabilité
Tél. : 071/20.29.40
E-mail : jeff.minet@igretec.com